

#TIMESUP

#QUELLAVOLTACHE

#HEMOLЧИ

#CUÉNTALO

#أنا_كمان

#WETOO

#WITHYOU

#YOTAMBIÉN

#SENDEANLAT

#BALANCETONPORC

#METOO

#NIUNAMENOS

#TIMEISNOW



#BRINGBACKOURGIRL
#WOMENSHOULD
#ENDFGM
#СЕГАКАЖУБАМ
#EVERYDAYSEXISM
#DONTTELLMEHOWT

ONU FEMMES est l'organisation des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Porte-drapeau mondial des femmes et des filles, ONU Femmes a été créée pour accélérer les progrès en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et des filles et pour répondre à leurs besoins dans le monde entier.

ONU Femmes soutient les États membres des Nations Unies dans l'adoption de normes internationales pour réaliser l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile à concevoir les lois, les politiques, les programmes et les services publics nécessaires à l'application de ces normes. ONU Femmes soutient la participation équitable des femmes à tous les aspects de la vie, se concentrant sur cinq domaines prioritaires : renforcer le leadership et la participation des femmes ; mettre fin à la violence contre les femmes ; faire participer les femmes à tous les aspects des processus de paix et de sécurité ; renforcer l'autonomisation économique des femmes ; et mettre l'égalité des sexes au coeur de la planification et de la budgétisation nationale. ONU Femmes coordonne et promeut en outre le travail réalisé par le système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

#HEFORSHE
#RICEBUNNY
#YESALLWOMEN
#THISGIRLCAN

RAPPORT ANNUEL D'ONU FEMMES 2017-2018

ODRESS

| | |
|--|----|
| Avant-propos de la Directrice exécutive : L'heure est venue | 2 |
| Ces activistes qui changent la vie des femmes : #timeisnow | 4 |
| Soutenir les normes en matière d'égalité des sexes | 6 |
| Principaux Résultats et Programmes | |
| <i>Montrer la voie vers le changement</i> | 10 |
| <i>Revendiquer l'autonomisation économique</i> | 14 |
| <i>Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles</i> | 18 |
| <i>Se rassembler derrière la paix et la reconstruction après la crise</i> | 22 |
| <i>Mobiliser pour consolider les budgets</i> | 28 |
| Les Fonds d'affectation spéciale | |
| <i>Le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes</i> | 30 |
| <i>Le Fonds pour l'égalité des sexes</i> | 32 |
| Coordonner l'action du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes | 34 |
| Forger des alliances et des partenariats | 36 |
| Faire campagne pour le changement | 40 |
| Partenaires pour le changement | 44 |
| États financiers 2017 | 45 |
| ONU Femmes dans le monde | 48 |
| Nous contacter | 49 |

L'HEURE EST VENUE

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE



La Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, en visite dans un camp de personnes déplacées en raison du conflit en République Démocratique du Congo. En dépit des traumatismes de la guerre et des violences sexuelles, les meneuses communautaires vont de l'avant pour réinventer et améliorer leur vie et celle des autres femmes du camp.

**EN 2017, NOUS AVONS ASSISTÉ À UNE RECRUES-
CENCE DES MOUVEMENTS EN FAVEUR DES DROITS
DES FEMMES, DE L'ÉGALITÉ, DE LA SÉCURITÉ ET DE
LA JUSTICE.**

Les efforts acharnés des activistes sont au cœur de cet élan mondial et les femmes du monde entier continuent de faire la démonstration de la puissance qui se dégage lorsqu'on parle d'une même voix. Ensemble, nous réclamons davantage de perspectives et de redevabilité, puisant dans la dynamique des réseaux et des coalitions qui se forment sur le terrain et remontent jusqu'aux leaders des gouvernements, des entreprises et des institutions civiles.

Il existe une véritable soif de changement dans la vie des femmes et il apparaît de plus en plus clairement que les femmes peuvent faire bouger les choses en s'unissant, que ce soit en ligne via les réseaux sociaux ou hors ligne, par une mobilisation plus traditionnelle. Elles confrontent, questionnent et condamnent les pratiques qui ont normalisé les inégalités entre les sexes, la pauvreté, l'inconduite sexuelle, l'exclusion et la discrimination dans tous les aspects de la vie.

Comme le montre notre Rapport annuel, ONU Femmes soutient les femmes politiques, les responsables électorales, les électrices, les législatrices, les activistes de la société civile et toutes celles qui revendiquent leur droit à diriger et à être entendues. Le présent rapport présente les expériences d'une multitude de femmes formidables au travers d'histoires personnelles, comme celle de la députée kenyane Alice Wahome, ou de réussites collectives, comme la victoire record remportée en 2017 par 14 000 femmes népalaises sur 41 pour cent des sièges des gouvernements locaux.

Nous saluons les femmes qui assument des postes de direction officiels tout comme celles qui s'élèvent courageusement contre le harcèlement et la violence sexuelle par le biais du mouvement #MeToo et d'autres. Nous félicitons les femmes qui ont témoigné devant la Cour pénale internationale contre ceux qui utilisent le viol comme arme de guerre. Nous rendons hommage aux activistes qui militent en faveur de l'égalité des droits pour les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexuées.

Nous exprimons notre reconnaissance à celles et ceux qui ont plaidé pour réformer la loi dans des pays comme la Tunisie afin de supprimer une disposition permettant à un violeur d'échapper aux poursuites s'il épouse sa victime. Nous remercions celles et ceux qui sont descendus dans la rue en Inde pour dénoncer les meurtres et les viols de jeunes enfants, transformant ainsi ces protestations en vastes mouvements mobilisant des communautés entières. Nous rendons hommage aux leaders autochtones qui ont défendu leurs droits de garde des terres ancestrales et leurs pratiques traditionnelles, ainsi qu'aux défenseuses et défenseurs des droits humains, dont certains ont même perdu la vie pour leur cause.

Tout au long de notre rapport, nous célébrons des personnes que nous avons soutenues, dont les expériences illustrent la vie de centaines de milliers d'autres et dont les actions accélèrent la progression vers l'égalité des sexes. Olga Macz, propriétaire d'une petite entreprise au Guatemala, nous a raconté comment l'acquisition de méthodes de production professionnelle et de

compétences en commercialisation a contribué à accroître ses revenus, son indépendance et sa mobilité. Cette formation lui a également permis de mieux comprendre et revendiquer ses droits. En Égypte, plus de 17 000 femmes des zones rurales les plus pauvres et les plus marginalisées disposent désormais d'un accès aux associations communautaires et villageoises d'épargne et de crédit. Elles peuvent ainsi épargner et profiter de possibilités professionnelles, tout en renforçant leur confiance et leur autonomie.

L'heure est venue de mettre un terme à toutes les formes d'inégalités entre les sexes. La culture de la pauvreté, de la maltraitance et de l'exploitation basées sur le genre doit disparaître avec l'avènement d'une nouvelle génération ancrée dans une égalité durable pour toutes les femmes et toutes les filles, peu importe où et comment elles vivent. Nous ne devons laisser personne de côté.

ONU Femmes nourrit une relation particulière avec le mouvement des femmes. Notre organisation est née de cet activisme. La société civile a joué un rôle crucial en prenant la tête des initiatives mondiales pour l'égalité des sexes, en promouvant la conduite de réformes, en soulignant la complexité des défis auxquels se heurtent les femmes, en influençant les politiques, en participant à leur suivi et en maintenant le sens des responsabilités. Nous cherchons à renforcer le soutien envers l'activisme politique des femmes et à accorder plus de place aux voix des femmes de la société civile, pour que nos efforts unis bénéficient à celles qui ont le plus besoin de changement.

Dans le même temps, nous avons aussi besoin d'un mouvement d'hommes féministes et de jeunes hommes et de garçons qui apprécient et respectent les femmes et les filles. Nous n'ignorons pas que les stéréotypes ont le pouvoir d'influencer la valeur que nous portons aux autres. L'activisme d'aujourd'hui doit modifier la façon dont nous écoutons et regardons les femmes. En 2017, les activistes et les leaders du mouvement HeForShe ont trouvé des solutions concrètes et adaptables pour lutter contre les inégalités, comme l'annulation de 3 500 mariages d'enfants par des chefs locaux au Malawi, ou l'adoption de mesures comptables concrètes en Islande obligeant les entreprises à appliquer réellement la parité salariale.

Lors de la Session 2018 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, les jeunes ont saisi l'urgence de la situation. Ils ont souligné l'importance d'être présents et de s'intéresser pleinement à toutes les questions qui affectent leur vie. Ils ont insisté sur la pertinence de travailler dans un contexte intergénérationnel pour pouvoir apprendre des personnes plus expérimentées et contribuer à définir une orientation pour l'avenir.

**L'HEURE EST VENUE, POUR NOUS, NOS LEADERS, DE
PRENDRE NOS RESPONSABILITÉS ET D'AMÉLIORER LA
SITUATION DE TOUTES LES FEMMES.**



Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka
Secrétaire générale adjointe de l'ONU
et Directrice exécutive d'ONU Femmes

CES ACTIVISTES QUI CHANGENT

#TIMEISNOW

« J'AI COMMENCÉ À PARLER,
J'AI COMMENCÉ À CRIER. »

JAHA DUKUREH

Jaha Dukureh est Ambassadrice de bonne volonté régionale pour ONU Femmes pour l'Afrique et souhaite mettre un terme aux mutilations génitales féminines (MGF) et aux mariages d'enfants. Cette jeune et fervente activiste dirige le mouvement visant à mettre un terme à cette pratique culturelle qui consiste à exciser et suturer certaines parties génitales des filles, entraînant des conséquences à vie pour leur corps, leur santé et leurs relations. Dans de nombreuses régions du monde, les MGF constituent également un prélude aux mariages d'enfants.

« Mon histoire a commencé quand j'avais une semaine, c'est à ce moment-là que j'ai subi des mutilations génitales féminines... »

« Je me suis rendue à New York le jour de Noël, quand j'avais 15 ans, pour me marier avec un homme que je n'avais jamais rencontré. Quand on force une fille à se marier, on donne à un homme le droit de la violer au quotidien. »

Mme Dukureh a réussi à échapper à ce mariage, à poursuivre ses études et à épouser plus tard un homme



qu'elle a choisi. « Ce n'est que lorsque j'ai été enceinte de ma fille que j'ai commencé à dénoncer la pratique des mutilations génitales féminines. Je voulais que ma fille n'ait jamais à subir la même chose que moi... J'ai commencé à parler, j'ai commencé à crier. »

Lorsqu'on lui demande quelle est sa plus grande réalisation, elle répond qu'elle ne l'a pas encore réalisée – ce sera le jour où elle parviendra à réduire considérablement le nombre de filles et de femmes qui subissent des mutilations génitales féminines. « Nous sommes arrivés à un tournant décisif dans le mouvement de lutte contre les MGF... un moment où les femmes dirigent le changement. »



TARCILA RIVERA ZEA

PÉROU ■ Tarcila Rivera Zea, une activiste quechua d'Ayacucho au Pérou, est l'une des activistes autochtones les plus reconnues au Pérou et dans le monde. Enfant, Tarcila Rivera Zea est devenue travailleuse domestique en échange d'un accès à l'éducation. Elle a fondé Chirapaq en 1986 pour soutenir et renforcer l'affirmation culturelle des peuples autochtones. Mme Rivera Zea a été récemment nommée au Forum permanent des Nations Unies pour les questions autochtones et elle est membre du Groupe consultatif mondial de la société civile d'ONU Femmes.

IGNORANT LA VIE DES FEMMES



SHIRLEY PRYCE

JAMAÏQUE ■ Défenseuse dévouée des droits humains et ancienne travailleuse domestique, Shirley Pryce est la fondatrice et la présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs domestiques de la Jamaïque. En dehors de la Jamaïque, elle est également cofondatrice et l'actuelle présidente du Réseau des travailleuses et travailleurs domestiques des Caraïbes et membre active de la Fédération internationale des travailleuses et travailleurs domestiques. Suite à la récente ratification par la Jamaïque de la Convention de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques, Mme Pryce défend un nouveau projet de loi national pour protéger les droits des travailleuses et travailleurs domestiques.

DINA SMAILOVA

KAZAKHSTAN ■ Dina Smailova, qui a été victime d'un viol collectif, a décidé de sortir de son silence vingt-cinq ans après son agression. Aujourd'hui, elle dirige le mouvement national kazakh de lutte contre la violence sexuelle. Avec le soutien d'ONU Femmes, elle a lancé le mouvement NeMolchi, qui signifie « Ne gardons pas le silence ». Elle a consulté, guidé et soutenu 200 femmes victimes et a joué un rôle décisif dans sept cas de violence sexuelle où les femmes ont obtenu gain de cause, rien qu'en 2016.



ADÃO PAÍA

MOZAMBIQUE ■ Adão Paía a démarré son activisme après avoir participé à un projet de l'HOPEM (Réseau des hommes pour le changement) intitulé « Les hommes dans la cuisine », appuyé par ONU Femmes, à Maputo au Mozambique. Aujourd'hui, il s'emploie à convaincre les hommes et les garçons de sa communauté de partager les responsabilités domestiques avec les femmes et de rejeter la violence basée sur le genre.

MALAISIE ■ Syar S. Alia est une jeune femme activiste pour l'égalité des sexes en Malaisie. Son engagement en tant qu'activiste a débuté avec le premier atelier Young Women Making Change pour les femmes cis et trans en Malaisie, avec le soutien du Fonds pour l'égalité des sexes d'ONU Femmes.



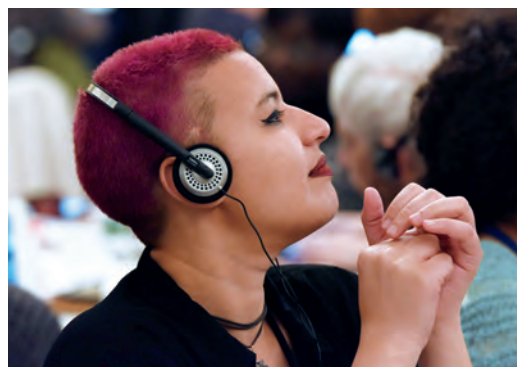
SALMA BELHASSINE



SYAR S. ALIA

TUNISIE ■ Salma Belhassine est une activiste tunisienne qui fait partie du Youth Leadership Programme (YLP), le « Programme de leadership des jeunes », une initiative lancée par le PNUD en partenariat avec ONU Femmes et qui a formé plus de 1 000 jeunes dans 14 pays de la région des États arabes, renforçant les compétences des jeunes en matière de leadership et d'innovation. Elle œuvre actuellement au développement de SafeNes, une application mobile dont le but est de protéger les femmes contre le harcèlement sexuel dans les espaces publics.

SOUTENIR LES NORMES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES



La réunion annuelle de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies est l'occasion pour les femmes du monde entier de renforcer et de pérenniser les actions en faveur de l'égalité des sexes. Elles y présentent leurs diverses préoccupations, de l'égalité de traitement en matière de droit de la nationalité à une représentation équilibrée dans les médias, d'une économie plus équitable à la parité dans la vie politique. Elles partagent toutefois une même ambition : un monde où toutes les femmes sont autonomisées, et où l'égalité des sexes est une norme universelle et non une exception.

Les normes et les objectifs approuvés au niveau international sur l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles et la réalisation de leurs droits humains établissent une vision ambitieuse et partagée d'un monde plus juste et plus égalitaire. Ils incitent les individus à se rassembler autour d'un objectif commun. Exprimez-vous, faites un pas en avant, c'est là que nous voulons aller ! L'heure est venue.

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Elles sont venues des quatre coins du monde, porteuses d'une magnifique diversité de langues et de vêtements, d'idées et d'expériences. Elles étaient jeunes et plus âgées, elles arrivaient des villes et des petits villages des zones rurales. Elles ont parlé avec passion d'une multitude de sujets, du handicap aux droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI), en passant par les problèmes des migrantes et migrants et des communautés autochtones.

Pour autant, leur principal message adressé à la **Commission de la condition de la femme** 2018 était empreint d'une puissante unité. Nous, en tant que femmes, allons de l'avant pour triompher de la discrimination et des inégalités. Nous connaissons nos droits et nous ne nous laisserons pas distancer.

« Le monde a changé, nous sommes face à de nouvelles réalités aujourd'hui », a alerté Indira Vargas, une défenseuse des jeunes et des femmes autochtones en Équateur. « Les politiques gouvernementales doivent parvenir jusqu'à nos territoires. Nous avons besoin de dispositifs de santé et d'un accès égal à l'éducation et nous devons générer davantage de projets pour le développement économique. »

Mme Vargas était l'une des 4 400 défenseurs et défenseuses de la société civile provenant de 130 pays qui ont assisté à la Commission. Ils représentaient plus de 600 organisations, des groupes locaux aux coalitions internationales. En 2018, la Commission – le plus grand rassemblement annuel des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes – avait pour thème l'autonomisation des femmes et des filles rurales.

ONU Femmes a joué un rôle central en mobilisant les activistes sur cet événement et en donnant collectivement un élan supplémentaire aux mouvements mondiaux pour l'égalité et la justice. L'événement « Leaving No One Behind for Planet 50/50 by 2030: every rural woman and girl everywhere » a offert un espace critique pour exiger des comptes. Un Dialogue de la Jeunesse a défendu la pleine réalisation des droits et l'autonomisation de toutes les jeunes femmes et filles rurales.

La Commission a vu les États membres des Nations Unies s'engager fermement à soutenir les femmes et les filles rurales – qui représentent une grande partie des personnes vivant encore dans une extrême pauvreté – et à favoriser leur autonomisation. Dans les conclusions concertées adoptées par consensus, les gouvernements se sont engagés à prendre des mesures exhaustives pour supprimer les lois

discriminatoires et renforcer les politiques économiques et sociales afin que toutes les femmes rurales puissent, au même titre que les hommes, accéder à la terre, contrôler la terre et les ressources productives, bénéficier de la sécurité alimentaire et d'une nutrition améliorée, profiter des possibilités de travail décent et des services financiers, ainsi que des services essentiels et des infrastructures en matière de TIC, d'énergie, d'eau et d'assainissement, notamment pour réduire le fardeau des soins et travaux domestiques non rémunérés. Les gouvernements sont également déterminés à garantir le leadership, la capacité d'action, la prise de parole et la participation des femmes et des filles rurales. Ce résultat solide offre une feuille de route pour accélérer l'action des gouvernements, de la société civile et des groupes de femmes, notamment avec le soutien d'ONU Femmes.

UN EXAMEN DE HAUT NIVEAU DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque année, le **Forum politique de haut niveau pour le développement durable** se réunit pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 Objectifs de développement durable. ONU Femmes plaide auprès des gouvernements pour qu'ils intègrent les questions d'égalité des sexes dans leurs examens nationaux. En 2017, l'examen portait sur le cinquième objectif : l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. ONU Femmes a codirigé les analyses et les contributions des experts en vue de la réunion et a émis des recommandations reprises par la suite dans une Déclaration ministérielle. Les pays ont convenu de s'attaquer aux obstacles structurels de l'égalité (comme les lois discriminatoires), de mettre en œuvre l'ensemble des objectifs mondiaux pour obtenir des résultats pour les femmes et les filles et d'intégrer les stratégies en faveur de l'égalité des sexes dans les plans nationaux de développement.

DES PLANS D'ACTION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LE CADRE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Si le changement climatique constitue une menace pour tous les individus et pour la planète, il affecte les femmes et les filles de façon disproportionnée. D'une part, elles participent peu aux prises de décision dans ce domaine, d'autre part, elles sont plus vulnérables à ses conséquences, ne serait-ce que parce qu'elles manquent de moyens pour lutter contre les inondations ou les sécheresses. Lors de la Conférence

Repérer et mesurer le chemin qui reste à parcourir pour atteindre les Objectifs de développement durable

Les efforts visant à réaliser les Objectifs de développement durable convergent rapidement vers l'échéance de 2030. En 2018, ONU Femmes a publié le premier rapport mondial répertoriant les principales priorités d'action pour maintenir l'attention sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Ce rapport, intitulé *Traduire les promesses en actions : l'égalité des sexes dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, passe en revue les 17 objectifs et offre des preuves détaillées et irréfutables de l'omniprésence de la discrimination basée sur le genre dans de nombreux domaines. Il révèle par exemple que les femmes sont souvent plus pauvres que les hommes, avec 104 femmes qui vivent avec à peine moins de 1,90 dollar par jour, pour 100 hommes. En outre, plus de 50 pour cent des femmes et des filles qui vivent en milieu urbain dans les pays en développement sont privées d'un des éléments suivants : l'eau potable, un système d'assainissement amélioré, un logement durable et un espace suffisant pour vivre.

Le rapport a mis en lumière les liens inextricables qui existent entre les privations et différents aspects du bien-être. Par exemple, une fille pauvre forcée de se marier jeune peut être contrainte d'arrêter sa scolarité et pourra souffrir de complications liées à une grossesse précoce. Outre l'analyse des moyennes nationales, le rapport dévoile des écarts considérables entre les femmes et les filles à l'intérieur des pays, selon leurs revenus, leur race/origine ethnique ou l'endroit où elles vivent.

annuelle des Parties de la **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**, les États membres des Nations Unies ont adopté une nouvelle feuille de route pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le plan d'action pour l'égalité des sexes s'est appuyé sur l'expertise technique d'ONU Femmes et a établi cinq priorités pour s'assurer que les femmes puissent faire entendre leur voix et jouer un rôle au même titre que les hommes dans tous les aspects du discours et des actions en matière de changement climatique. Une des priorités consiste à accroître les connaissances et les capacités pour intégrer les considérations de genre dans les actions menées en faveur du climat. Une autre priorité est de viser la représentation égalitaire des sexes dans les délégations aux discussions sur le climat, notamment des femmes issues des organisations activistes.

Dans le cadre de la préparation de la Conférence des Parties de la **Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**, ONU Femmes a organisé un atelier spécial pour les délégués gouvernementaux sur l'intégration de perspectives de genre dans la mise en œuvre. Cette session, la première du genre, a permis d'aborder les mesures nationales portant sur les liens entre l'égalité des sexes et des questions dont l'urgence s'impose de plus en plus à certains pays, comme la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse.

LA PROTECTION DES DROITS DES MIGRANTES ET DES MIGRANTS

Tout au long de l'année 2017, ONU Femmes a apporté une expertise sur la question de l'égalité des sexes dans les politiques et programmes sur la migration et a continué à appuyer les efforts visant à intégrer les droits humains des femmes dans le projet de **Pacte mondial sur les migrations**. En tant que membre du Groupe mondial sur la migration, un mécanisme interagence des Nations Unies, ONU Femmes attire constamment l'attention sur la dimension de genre de la migration au sein du système des Nations Unies.

L'**Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)** a signé un accord décisif, le Consensus sur la protection et la promotion des droits des travailleurs et travailleuses migrants, reconnaissant ainsi la violence et la discrimination auxquelles les travailleuses migrantes sont confrontées. Ce nouveau Consensus, soutenu par ONU Femmes, est venu couronner une décennie de négociations visant à mieux protéger les droits des 10 millions de travailleurs et travailleuses migrants de la région. Il consacre les engagements pris par les 10 pays membres de l'association pour lutter contre la discrimination basée sur le genre et protéger les travailleuses migrantes contre la violence et le harcèlement sexuel. L'engagement renouvelé en faveur de ce consensus a résulté, en partie, de l'analyse globale supervisée par ONU Femmes qui a permis d'évaluer les tendances de la mobilité professionnelle des femmes et de mettre en valeur leurs principales contributions économiques.



La Journée internationale des femmes 2018

L'appel a résonné aux quatre coins du monde le 8 mars 2018, Journée internationale des femmes, avec pour thème : L'HEURE EST VENUE : LES ACTIVISTES RURALES ET URBAINES TRANSFORMENT LA VIE DES FEMMES. Il faisait écho au nouvel activisme des femmes observé à l'échelle mondiale, ainsi qu'aux discussions sur les femmes rurales de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

ONU Femmes a mobilisé les foules à travers 150 événements organisés dans 45 pays, de marches en tables rondes, en passant par des événements culturels, des séminaires et des protestations. Au siège des Nations Unies, une célébration de haut niveau a rassemblé António Guterres (Secrétaire général des Nations Unies), Phumzile Mlambo-Ngcuka (Directrice exécutive d'ONU Femmes), Reese Witherspoon (actrice récompensée aux Oscars et activiste), Danai Gurira (auteur dramatique, comédienne sélectionnée aux Tony Awards et activiste), Mónica Ramírez (Présidente de l'Alliance nationale des travailleuses agricoles), ainsi que des leaders et des représentants de la société civile.

La couverture médiatique a eu un énorme retentissement, avec 5 000 articles parus dans 90 pays. Les principaux médias – Associated Press, CNN, Al Jazeera, CBS News, PBS, PRI, CNBC et d'autres – ont mis en lumière le rôle essentiel des femmes rurales dans la réalisation du Programme 2030. Du contenu web dynamique a attiré plus de 200 000 visiteurs uniques, qui ont pu consulter la chronologie interactive des droits des femmes, des reportages photo et des infographies, des dessins animés, des vidéos et une multitude de récits et de témoignages d'intérêt humain célébrant les activistes. Le hashtag #IWD2018 (Journée internationale des femmes 2018) a été utilisé 1,8 million de fois par 900 000 personnes et organisations.

+ DE 150
ÉVÉNEMENTS
ORGANISÉS DANS
45
PAYS

+ DE
3 500
DÉLÉGUÉES
ET DÉLÉGUÉS
GOUVERNEMENTAUX
ONT PARTICIPÉ À LA
CSW62...

AINSI QUE

+ DE
4 500
PERSONNES
REPRÉSENTANT
PLUS DE
600
ONG DE
130
PAYS

MONTREZ LA VOIE VERS LE CHANGEMENT

Les femmes du monde entier ont fait leurs preuves en tant que leaders et activistes, incitant à un monde plus juste et plus inclusif. Toutefois, elles n'occupent pas encore la moitié des postes où se prennent les décisions, y compris lorsque celles-ci concernent tout autant les femmes que les hommes. Malgré de nombreux obstacles, les femmes n'attendent pas d'être invitées à table. Grâce à leurs compétences croissantes et à leur persévérance, et avec le soutien d'ONU Femmes, les femmes politiques, les fonctionnaires électorales, les électrices, les législatrices et les activistes de la société civile, et beaucoup d'autres, revendiquent leur droit égal à diriger et à être entendues. L'heure est venue.



Des femmes kenyanes descendent dans la rue pour célébrer une décision de la Cour suprême validant la tenue d'élections en 2017. À l'issue de celles-ci, les femmes ont remporté plusieurs sièges en tant que parlementaires ou d'autres postes de pouvoir. Même dans les communautés très conservatrices, les femmes ont su s'affranchir des normes établies en défendant avec succès leur candidature.

SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS

Derrière sa modestie se cachent son courage et son talent dans un pays où les hommes dominant la politique. Voici Alice Wahome. Elle s'est présentée trois fois avant de remporter enfin un siège au **Parlement du comté de Murang'a** au Kenya, devenant ainsi la première femme élue dans cette instance.

Une fois élue en 2013, Alice Wahome a rapidement démontré à son électeurat qu'il avait eu raison de lui faire confiance : elle a amélioré les infrastructures agricoles, l'accès à l'électricité et à l'eau, ainsi que l'éducation. Lorsqu'elle s'est représentée en 2017, ces succès ne l'ont pas empêchée de subir des attaques violentes en raison de son genre, notamment sur les réseaux sociaux et au cours d'une altercation avec un fonctionnaire électoral. Mais elle a bénéficié de formations et d'informations fournies par ONU Femmes et a enchaîné directement avec une autre victoire.

« La société dit que les femmes font du bruit. Moi je dis non, les femmes parlent. Nous avons des discussions démocratiques sur l'avenir de ce pays », a déclaré Alice Wahome.

Lorsqu'Abdia Gole a annoncé son intention de se présenter aux élections en 2017 dans une région rurale du nord du Kenya, les membres de sa communauté conservatrice se sont moqués d'elle. Le Conseil des Anciens, les leaders traditionnels influents de la communauté, ont influencé leur désapprobation. Peu leur importait que cette jeune femme de 33 ans ait été récemment diplômée de l'une des plus grandes universités du Kenya. Les femmes sont censées rester à la maison et s'occuper de leur famille. On n'a jamais vu une femme qui se présente aux élections.

Mais cela n'a pas arrêté Abdia Gole. Certes, elle n'a pas réussi à gagner un siège, mais elle a utilisé la formation offerte par ONU Femmes pour ouvrir une nouvelle voie, démontrant qu'une femme avait aussi sa place dans des

élections. C'est en changeant les mentalités qu'on nourrit le progrès. C'est la raison pour laquelle ONU Femmes a également soutenu des initiatives visant à sensibiliser le Conseil et les autres membres clés de la communauté, amorçant un dialogue sur une société plus inclusive et sur les contributions que peuvent apporter les femmes.

Au final, dans le cadre des élections 2017 au Kenya, ONU Femmes a formé plus de 400 candidates pour leur permettre de mieux comprendre le processus électoral, ses règles et ses réglementations, ainsi que les contributions qu'une masse critique de femmes leaders peuvent apporter pour améliorer la vie des femmes. Après les élections, la représentation des femmes à l'Assemblée nationale est montée jusqu'à 21 pour cent, une légère hausse par rapport aux dernières élections de 2013. Les femmes se sont emparées de 23 des sièges vacants qui ne leur étaient pas spécifiquement réservés, contre 16 auparavant. En outre, les femmes ont remporté de nouvelles positions dirigeantes : trois gouverneures et trois sénatrices ont été élues en 2017. Aucune femme n'avait jamais occupé ces fonctions auparavant.

Les obstacles restent très importants. Bien que la loi impose aux partis politiques de nommer au moins un tiers de femmes parmi leurs candidats, celle-ci n'est pas respectée en pratique. À cela s'ajoutent encore la violence à l'égard des femmes candidates et le manque de financement. Mais quoi qu'il advienne, les femmes sont déterminées à rester mobilisées. Comme l'a déclaré Alice Wahome aux autres candidates : « Personne ne bougera à votre place. C'est à vous d'agir ».

Au **Népal**, les femmes investissent également la politique. La Constitution népalaise contient un engagement explicite en faveur de l'égalité des sexes, notamment par le biais de quotas électoraux. Ainsi en 2017, avec la tenue des premières élections locales depuis 20 ans – une étape importante pour la décentralisation du gouvernement et

27
LOIS ONT ÉTÉ
MODIFIÉES OU
RÉVISÉES DANS
17
PAYS

+ DE 7 000
LEADERS,
CANDIDATES
ET ÉLUES DE LA
FONCTION PUBLIQUE
ONT BÉNÉFICIÉ
D'UNE FORMATION
DANS
32
PAYS

LES DÉFENSEUSES
ET DÉFENSEURS
DE L'ÉGALITÉ DES
SEXES ONT INFLÉCHI
LES POLITIQUES AU
NIVEAU NATIONAL
EN MATIÈRE DE
PARTICIPATION
POLITIQUE DES
FEMMES DANS
58
PAYS

son rapprochement avec les membres des communautés locales – s’est présentée l’occasion pour les femmes de briguer des postes électoraux. ONU Femmes a soutenu le personnel électoral et a favorisé l’organisation d’une conférence nationale historique pour les femmes dirigeantes. Elle a également rejoint les activistes issus des groupes marginalisés, comme les travailleurs et travailleuses à domicile et les victimes du trafic de personnes, pour préparer les candidates aux élections. À la fermeture des bureaux de vote, 14 000 femmes, un nombre record, avaient remporté 41 pour cent des sièges locaux. Portées par la vague de fond de l’activisme des femmes et unies autour du principe qui vise à ne laisser personne de côté, ces femmes fixent une nouvelle direction pour instaurer des gouvernements locaux inclusifs et responsables à travers le pays.

MOBILISER POUR L’ÉGALITÉ

Partout où les droits des femmes sont inscrits dans la loi, les femmes disposent de fondations indispensables pour revendiquer leurs droits dans toutes les sphères de la vie. Dès que **la Géorgie** a commencé à s’orienter vers un système de gouvernance parlementaire, ONU Femmes a épaulé avec succès un plaidoyer pour la mise en place de garanties constitutionnelles en faveur de l’égalité des sexes. La nouvelle Constitution, adoptée en 2017, exige que l’État joue un rôle actif pour atteindre l’égalité des sexes, c’est-à-dire qu’il instaure systématiquement de nouveaux programmes, lois et politiques de manière à offrir aux femmes non seulement une égalité des chances, mais aussi une égalité des résultats. Cette importante avancée s’est faite grâce au lobbying concerté de la

société civile, des groupes de femmes et des partenaires au développement, guidés par un Groupe d’action sur la participation politique des femmes.

INTÉGRER UNE PERSPECTIVE DE GENRE

En **Bolivie**, ONU Femmes a travaillé en étroite collaboration avec le tribunal électoral pour intégrer une perspective de genre dans toute l’administration et la gestion électorales. L’objectif : une démocratie plus représentative grâce à la participation accrue des femmes en tant qu’électrices, candidates et fonctionnaires électorales. Un Observatoire sur la démocratie paritaire, établi au sein du tribunal, suivra régulièrement les progrès réalisés vers la parité dans les élections et vers la pleine mise en œuvre de la Loi contre la violence envers les femmes en politique, propre à la Bolivie.



Nakarna Kumari Dahal, 94 ans, se fait encren le doigt pour confirmer qu’elle a exercé son droit de vote lors des élections népalaises de 2017. Leur issue a été historique, 14 000 femmes ayant été élues au sein des gouvernements locaux.

« ILS DISAIENT QU'UNE FEMME NE POUVAIT PAS SE PRÉSENTER AUX ÉLECTIONS... JE LEUR AI DONNÉ TORT À TOUS. »



COUMBA DIAW

Coumba Diaw est la seule femme à occuper la fonction de maire dans la communauté Sagatta Djoloff dans la région de Louga au Sénégal, qui comprend 54 autres communes, toutes dirigées par des hommes. Sa jeunesse a été marquée par une rhétorique interdisant aux femmes de participer à la vie publique et politique, mais elle ne s'est pas arrêtée à cela. Aujourd'hui, elle sensibilise les autres élus à l'importance du leadership des femmes.

« Ils disaient qu'une femme ne pouvait pas se présenter aux élections. Ils disaient qu'une femme veuve ne pourrait pas être maire... qu'une femme ne disposait pas des compétences nécessaires pour gérer une collectivité.

Je leur ai donné tort à tous.

Je suis née dans une famille conservatrice. Rien [dans mon profil] ne me destinait à entrer en politique. À l'âge de 14 ans, j'ai été obligée de quitter l'école pour me marier. Pendant près de 30 ans, j'ai été une femme au foyer, conformément à ce qui était attendu de moi. Mais j'étais convaincue que je pouvais changer le cours de ma destinée. Les femmes de mon pays qui ont été des pionnières dans leurs métiers ont été une source d'inspiration pour moi... je me suis lancée en politique en 1998.

En tant que femme maire, je sais que je dois être un modèle d'inspiration pour d'autres femmes. Je sais aussi que je ne dois pas décevoir celles et ceux qui ont placé en moi leurs espoirs. L'une de mes premières interventions [en tant que maire] a été d'installer des fontaines d'eau potable dans 33 des 43 villages qui composent la collectivité de Sagatta Djoloff. Cela a permis aux femmes de regagner le temps qu'elles passaient auparavant à chercher de l'eau dans des puits éloignés. J'ai aussi mis en place un marché hebdomadaire pour que les femmes puissent accroître leurs revenus.

J'ai récemment terminé une formation sur le leadership des femmes et la gouvernance locale. Je présenterai cette formation à l'ensemble des élus de ma région pour qu'eux aussi se rendent compte de la valeur qu'apporte la participation des femmes à la vie publique et encouragent leur leadership au sein des institutions. »

REVENDIQUER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

Partout où les femmes s'épanouissent, l'économie au sens large en fait autant. Pour autant, les femmes sont encore trop nombreuses à être moins bien payées que les hommes pour le même travail, à travailler dans des conditions dangereuses ou à ne pas pouvoir accéder aux actifs comme la terre et la propriété. Il est essentiel et urgent de remédier à ces écarts. ONU Femmes défend l'autonomisation économique pour aider les femmes à revendiquer leurs droits et à choisir où et comment elles souhaitent vivre. Des plus petits villages aux villes les plus animées, de l'agriculture aux industries de pointe, les femmes s'emparent des rôles qui leur reviennent, que ce soit en tant qu'entrepreneuses ou dirigeantes syndicales, ouvrières ou cultivatrices des denrées qui nourrissent le monde. L'heure est venue.



Comme beaucoup de femmes rurales, Olga Macz était confrontée à une pauvreté extrême, associée à l'omniprésence des discriminations basées sur le genre. Aujourd'hui, elle a davantage de revenus, d'ambitions et de compétences pour faire valoir ses droits. Grâce à un programme conjoint des Nations Unies, elle fait partie des 1 600 femmes qui ont créé avec succès leur petite entreprise dans une région marginalisée du Guatemala.

AMÉLIORER LES MOYENS DE SUBSISTANCE

Olga Macz se souvient du temps où elle n'avait quasiment aucun revenu. Elle vivait alors à Alta Verapaz, la région la plus pauvre du **Guatemala**, et devait lutter chaque jour pour sa survie et celle de sa fille de quatre ans.

Aujourd'hui, elle gère une entreprise prospère de fabrication de shampoing à base de plantes locales. Elle est à l'aise pour discuter de marketing, parler de sa marque et de la manière dont elle a diversifié sa production, passant d'un type de shampoing à cinq. Elle vend ses produits à Guatemala Ciudad, la capitale, et s'est rendue au Mexique pour apprendre auprès d'autres femmes entrepreneuses. Sa voix vibre d'enthousiasme lorsqu'elle parle de l'argent qu'elle a gagné et de ses futurs projets d'investissement.

La progression d'Olga Macz vers l'autonomisation, qui s'est extirpée d'une pauvreté et d'une marginalisation bien établies, a commencé avec une formation et l'appui d'un programme conjoint des Nations Unies pour les femmes rurales. Elles sont près de 1 600 femmes au Guatemala à avoir appris à développer une petite entreprise à partir des pratiques traditionnelles – comme la fabrication de shampoing – en utilisant des outils modernes de production, d'emballage et de commercialisation. Le shampoing, autrefois vendu dans des bouteilles de Coca-Cola réutilisées, est désormais vendu dans des contenants propres et soigneusement étiquetés. Olga Macz et les autres fabricantes de shampoing ont réussi, ensemble, à convaincre les autorités municipales de leur octroyer des espaces sur les marchés hebdomadaires. Avec le temps, elles espèrent devenir propriétaires de leur propre magasin.

« Pour moi, beaucoup de choses ont changé », raconte Olga Macz, en dressant une liste qui dépasse largement l'augmentation de ses revenus et l'achat d'une moto avec ses économies. « J'ai appris à connaître mes

droits. J'ai appris que les femmes ne devraient pas autoriser les hommes à (leur) donner des ordres. Mon mari est d'accord avec moi maintenant, car il sait que j'en sais plus que lui ! »

Les femmes rurales du monde entier rencontrent les pires obstacles à l'égalité et à l'autonomisation et sont freinées par un ensemble de limitations au niveau de leurs moyens de subsistance, de l'accès aux marchés, de la pauvreté et des formes profondément ancrées de discrimination basées sur le genre. Le progrès dépend de la capacité à agir sur tous les fronts, et telle est la mission du programme conjoint. Il combine la grande expertise d'ONU Femmes, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international pour le développement agricole et du Programme alimentaire mondial pour autonomiser les femmes dans sept pays : Éthiopie, Guatemala, Kirghizistan, Libéria, Népal, Niger et Rwanda. Depuis le lancement du programme conjoint en 2014, plus de 40 000 femmes ont transformé leurs nouvelles compétences et perspectives en avantages pour elles-mêmes et pour plus de 260 000 enfants et autres membres de leurs familles.

Dans certaines des régions les plus pauvres et les plus marginalisées d'**Égypte**, ONU Femmes a contribué à étendre un appui financier. Pour la première fois, plus de 17 000 femmes ont désormais accès à des associations communautaires et villageoises d'épargne et de crédit. Ces associations ne se contentent pas d'offrir des services financiers, par ailleurs très restreints dans les zones rurales. Elles contribuent aussi à renforcer la confiance des femmes et leur capacité à agir sur d'autres aspects de leur vie, comme prendre des décisions au sein du ménage et lancer des petites entreprises.

Plus de 1 000 associations ont été créées depuis 2014. Dans de nombreux cas, les économies hebdomadaires ont été multipliées par trois, démontrant la confiance croissante des femmes pour gérer leur

LES DÉFENSEUSES ET DÉFENSEURS DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ONT INFLUENCÉ LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES/ LES STRATÉGIES D'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ DANS 41 PAYS

DES FEMMES DE 57 PAYS ONT BÉNÉFICIÉ DE SERVICES ÉCONOMIQUES, Y COMPRIS D'UNE ASSISTANCE SOCIALE ET DES SERVICES LIÉS À L'EMPLOI

propre capital. Ce modèle a si bien fonctionné que la Banque centrale égyptienne et le Conseil national des femmes ont convenu de le déployer à plus grande échelle. La Banque l'a d'ailleurs inclus dans une grande campagne nationale de plaidoyer pour l'inclusion financière.

Pendant des années, les femmes de Korhogo, une région du nord de la Côte d'Ivoire ont lutté pour obtenir un revenu des méthodes traditionnelles de production du beurre de karité. Peu d'entre elles arrivaient à en vivre, bien que le pays soit le cinquième producteur de beurre de karité, un produit largement utilisé dans les cosmétiques à travers le monde. Les méthodes traditionnelles étaient éreintantes et produisaient généralement des produits de piètre qualité. La situation était encore aggravée par la perte d'arbres à karité causée par la déforestation.

Depuis 2017, ONU Femmes forme des femmes dans des coopératives sur des pratiques de fabrication améliorées et les aide à renforcer leurs équipements de production de manière à répondre aux normes concurrentielles. Une autre forme de soutien consiste à offrir un accès amélioré au financement et aux marchés et à mettre en

place une certification Bio, appréciée des acheteurs internationaux. Les avantages devraient se multiplier, non seulement pour près de 1 200 femmes, mais également pour leurs communautés. Tirer des moyens de subsistance durables d'une ressource locale est une solution intelligente face au changement climatique et favorise la protection des forêts.

METTRE EN ŒUVRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ

En l'absence d'égalité d'accès aux actifs, comme la terre, l'autonomisation économique des femmes ne peut pas aller bien loin. L'instauration de l'égalité requiert généralement l'adoption de lois plus solides et un changement de mentalités et de comportements pour les mettre en pratique. En **Albanie**, les femmes et les hommes ont les mêmes droits à la terre et à la propriété. Pourtant, 8 pour cent à peine des femmes possèdent réellement des terres. Les normes sociales sont sans appel : la propriété demeure l'apanage des hommes, y compris à travers le mariage et les droits de succession. À ce schéma discriminatoire s'ajoute le fait que les femmes ignorent bien souvent leurs droits et, si elles les connaissent,

elles se heurtent à un processus complexe et onéreux pour les faire valoir.

Dans le but d'alléger ces multiples fardeaux, ONU Femmes a plaidé en faveur de modifications réglementaires pour simplifier les procédures d'enregistrement des biens, encourager l'enregistrement au nom des deux époux et s'assurer que les femmes sachent comment obtenir un accès égal à la propriété,

y compris aux terres agricoles. Les campagnes d'information ont été doublées de formations pour 282 fonctionnaires responsables de la mise en œuvre des nouvelles dispositions. Pour démontrer concrètement comment les femmes peuvent faire valoir leurs droits et bousculer les idées reçues sur ce qui est possible, une assistance juridique gratuite a aidé 150 femmes et filles dans des affaires en matière de propriété.

Au **Timor-Leste**, ONU Femmes s'est associée à l'organisation de la société civile Land Network et à d'autres organisations de femmes pour mener une campagne pluriannuelle en faveur des droits fonciers des femmes. En 2017, ces efforts ont fini par être récompensés avec l'adoption par le parlement de la Loi sur les terres et l'expropriation. Cette loi reconnaît les droits égaux des femmes à la propriété foncière et interdit toute discrimination en matière de possession, d'acquisition ou de gestion des terres.

OBTENIR DES PROTECTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL

En 2017, au **Brésil**, le combat pour la justice mené de longue date par la Fédération nationale des travailleurs et travailleuses domestiques et soutenu par ONU Femmes a débouché sur la ratification de la Convention no 189 de l'OIT sur les travailleurs et travailleuses domestiques. Ce processus s'est appuyé sur un échange continu d'expériences et de meilleures pratiques entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et s'est trouvé propulsé par le leadership et l'engagement de travailleurs et travailleuses domestiques, soit un secteur fort de 7 millions de personnes, principalement des femmes. Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, les travailleurs et travailleuses domestiques disposent d'une garantie juridique pour tout un ensemble de droits du travail.



Grâce à l'appui d'ONU Femmes, Afaf Taha et plus de 17 000 autres femmes issues des régions rurales les plus pauvres d'Égypte sont devenues membres de coopératives villageoises d'épargne et de crédit, renforçant ainsi leur capital – et leur autonomie dans la planification de leur situation financière.

«NOUS CROYONS AU COMMERCE, PAS À L'AIDE. »



SUNITA KASHYAP

Sunita Kashyap est la secrétaire et la fondatrice de la société Mahila Umang (Umang), une organisation dirigée par des productrices et agricultrices dans l'État indien de l'Uttarakhand. En 2017, Sunita Kashyap a participé à la Consultation nationale organisée à New Delhi, en Inde, par ONU Femmes, la Commission nationale pour les femmes du gouvernement indien et le MAKAAAM, un forum pour les droits des agricultrices.

« Il y a vingt ans, à l'époque de la création d'Umang, j'étais diplômée de l'enseignement secondaire et femme au foyer. Bien que participant activement aux activités agricoles avec mon mari, je n'étais pas considérée comme une « agricultrice » : ma contribution n'était pas vue sur un pied d'égalité. Mais les choses ont changé quand Umang est entrée dans ma vie. Peu à peu, j'ai obtenu une licence, puis une maîtrise. J'ai appris à gérer les comptes et à superviser les relations avec les clients.

Nous avons pour but de construire une vie durable et de garantir des revenus réguliers pour les femmes rurales. Umang nous offre la possibilité de devenir des entrepreneuses. C'est un modèle durable, car les femmes fabriquent et vendent leurs produits, vérifient le bon fonctionnement des groupes d'entraide et tiennent leurs comptes et registres comptables.

Aujourd'hui, Umang regroupe 3 000 femmes qui travaillent dans l'agriculture durable en produisant et en vendant leurs propres marchandises. Nous sommes toutes des actionnaires de la société et nous utilisons l'argent que nous gagnons pour le microcrédit, comme le ferait une banque. Cette année, notre chiffre d'affaires atteint environ quarante millions de roupies (plus de 600 000 dollars US) !

Toutefois, les récentes modifications du régime fiscal en Inde nous font subir des pertes énormes. En effet, nous devons payer des taxes avant que les produits ne soient vendus, qu'ils le soient ou non. Je suis venue à cette conférence pour vous faire part des problèmes auxquels nous sommes confrontées.

Chez Umang, nous croyons au commerce, pas à l'aide. »

METTRE FIN À LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES

La violence à l'égard des femmes et des filles reste tellement omniprésente que son élimination est l'affaire de toutes et tous. De plus en plus de personnes, de tous les horizons, reconnaissent qu'il est temps de s'impliquer. ONU Femmes incite les législateurs et législatrices à adopter des lois plus strictes, les dirigeants et dirigeantes d'entreprises à éradiquer le harcèlement des lieux de travail et les statisticiens et statisticiennes à consolider les données pour que la violence ne reste plus un crime invisible. Toutes ces personnes sont des activistes déterminés à construire un monde plus sûr et plus juste. Derrière elles, ce sont des millions de femmes qui se sont levées pour dire « Ça suffit. Nous avons le droit de vivre sans violence ». L'heure est venue.



Une robe en dit parfois plus long qu'un discours. Des activistes féministes de Beyrouth, au Liban, ont suspendu des robes de mariage blanches en signe de protestation contre une loi ancestrale permettant à un violeur d'échapper aux sanctions en épousant sa victime. Le mouvement a rapidement pris de l'ampleur, et a entraîné la révocation de la loi.

ABOLIR LES LOIS DISCRIMINATOIRES

Un nouveau sursaut s'est propagé dans la région arabe en 2017, avec la promulgation dans trois pays de lois très attendues pour mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et des filles. **La Jordanie** s'est libérée de sa tristement célèbre « loi sur le viol » qui permettait à un violeur d'éviter toute sanction en épousant sa victime. **Le Liban** a rapidement suivi, abolissant une disposition analogue. **La Tunisie** a adopté sa première loi intégrale contre la violence à l'égard des femmes.

Dans ces trois pays, les défenseurs et défenseuses des droits des femmes, s'appuyant sur le soutien d'ONU Femmes, ont joint leurs efforts à ceux des femmes leaders au sein du gouvernement pour exiger collectivement le changement – et n'ont pas fléchi jusqu'à l'obtenir. En Jordanie, plus de 200 activistes et représentants de la société civile ont assisté aux débats parlementaires sur la loi, présentant une pétition en ligne qui avait récolté en une seule journée 5 000 signatures en soutien à la réforme.

La nouvelle loi tunisienne contre la violence vise à la fois à prévenir la violence et à soutenir les victimes. Elle reconnaît la violence physique, ainsi que diverses autres formes, comme la violence sexuelle, psychologique, économique ou politique. Elle offre de nouveaux mécanismes de protection et abolit des pratiques telles que l'abandon des poursuites contre l'auteur d'un acte sexuel avec une mineure s'il épouse sa victime. ONU Femmes a invité plusieurs entités internationales influentes – issues du système des Nations Unies ou non (Conseil de l'Europe, Union européenne) – à soutenir ce projet de loi. Les orientations fournies aux parlementaires sur les normes internationales ont contribué à projeter le processus vers un vote positif.

Au Liban, le Premier ministre Saad Hariri a été parmi les premiers à saluer l'abolition de la « loi sur le viol », en promettant sur Twitter : « Ce sont là

les étapes d'un cheminement que nous poursuivrons, avec les femmes libanaises, jusqu'à ce qu'elles jouissent de tous leurs droits ».

LIBÉRER LES FEMMES DE LA VIOLENCE

Les services juridiques, psychosociaux et d'autres services essentiels interrompent le cercle vicieux de la violence basée sur le genre. En **Moldavie**, de plus en plus de ces services sont proposés aux victimes, notamment une nouvelle ligne d'assistance nationale soutenue par ONU Femmes et d'autres partenaires. Entre 2016 et 2017, l'utilisation de cette ligne a augmenté de 50 pour cent. Dans le district de Drochia, qui a coordonné des efforts concertés pour mettre fin à la violence en offrant une combinaison de services, ONU Femmes a contribué à introduire une approche innovante appelée la déviance positive. Les victimes apprennent à parler ouvertement et en confiance des moyens de vaincre la violence et inspirent d'autres femmes pour qu'elles fassent de même. Une championne et victime de la violence, Maria Scorodinschi, est devenue tellement connue pour son activisme qu'elle a été distinguée par BBC News comme l'une des 100 femmes les plus inspirantes et innovatrices de 2017.

Dans de nombreuses communautés rurales et reculées, les services essentiels sont rarement disponibles. **Les Fidji, Kiribati, la Papouasie-Nouvelle-Guinée** et les **Tonga** rencontrent des difficultés supplémentaires du fait de l'éclatement de leurs territoires sur des centaines d'îles, pour certains, à travers l'océan Pacifique. ONU Femmes a aidé ces pays à combler leurs lacunes, notamment par la mise en place de numéros d'urgence gratuits, de nouveaux centres offrant des services combinés et de meilleures formations pour les prestataires de services. Près de 20 000 personnes disposent aujourd'hui de meilleures ressources pour se protéger.

52
PAYS ONT RENFORCÉ LEUR LÉGISLATION POUR LUTTER CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES DEPUIS 2014

PLUS DE 7,5 MILLIONS DE PRATICIENNES ET PRATICIENS ONT CONSULTÉ L'EXPERTISE DISPONIBLE SUR LE SITE ENDVAWNOW.ORG

Pleins feux sur la violence

Mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et des filles requiert d'adopter une approche globale : des lois plus strictes, une plus grande prévention, des services de meilleure qualité et des données améliorées. Pour réunir tous ces éléments et s'attacher plus particulièrement à atteindre les femmes et les filles les plus marginalisées, ONU Femmes est devenue un partenaire fondateur de l'Initiative Spotlight mise en place par l'Union européenne et les Nations Unies.

Cette initiative déploiera des investissements à grande échelle en Asie, en Afrique, en Amérique latine, dans le Pacifique et dans les Caraïbes, avec un financement de départ de 500 millions d'euros. En tant que fonds modèle pour atteindre les Objectifs de développement durable, il catalysera une réponse améliorée du système des Nations Unies à la violence, sous la supervision du Secrétaire général des Nations Unies.

Les activités seront axées sur la poursuite des innovations, l'intensification des engagements politiques à haut niveau, la construction de nouveaux partenariats solides et le renforcement de la sensibilisation sur les vastes préjudices causés par la violence à l'égard des femmes et des filles.

DÉVELOPPER UN ARGUMENTAIRE EN FAVEUR DU CHANGEMENT

Les mécanismes de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre sont généralement peu nombreux. Parmi les raisons qui expliquent ces lacunes figure notamment le manque de données fiables et détaillées permettant d'élaborer les politiques et services adéquats. En Éthiopie, ONU Femmes a collaboré avec le ministère de la Condition féminine et de l'Enfance pour introduire un module sur la violence à l'égard des femmes dans l'Enquête démographique et sanitaire de l'Éthiopie, exercice majeur de la collecte des données sur la population. Cette enquête a fourni les premiers faits et chiffres précis du pays sur la prévalence de la violence et a déjà commencé à dénoncer les idées fausses qui circulent

depuis longtemps sur la manière dont elle survient, signalant des taux élevés chez les femmes mariées par exemple.

Dans les **Caraïbes**, ONU Femmes travaille en partenariat avec la Communauté intergouvernementale caribéenne, d'autres entités des Nations Unies et la Banque interaméricaine de développement pour expérimenter un modèle innovant permettant d'étudier de manière globale la prévalence de toutes les formes courantes de violence sexuelle et basée sur le genre, ainsi que la maltraitance des enfants. Pour la première fois, cinq pays conduisent des enquêtes nationales sur la prévalence. En 2018, **Trinité-et-Tobago** a publié ses premières données complètes. Entre autres conclusions, en voici une qui donne à réfléchir : une femme victime de violence sur trois ne le signale

jamais. Ce rapport constitue un fondement capital pour renforcer le soutien apporté aux victimes et garantir qu'il répond pleinement à leurs besoins.

RENDRE LES VILLES SÛRES

L'initiative-programme phare d'ONU Femmes « Des villes sûres et des espaces publics sûrs » recouvre 31 villes à travers le monde et vise à éliminer le harcèlement sexuel et les autres formes de violence sexuelle dans l'espace public. Au cours de la première Réunion internationale des maires sur l'égalité des sexes en 2017, 12 conseils municipaux ont renforcé leurs engagements à lutter contre le harcèlement sexuel dans l'espace public dans le cadre de ce programme.

« NON SEULEMENT NOUS PARTICIPONS AU DÉBAT, MAIS NOUS AGISSONS. »



ANA VASILEVA

Ana Vasileva est une activiste des droits des femmes et l'une des membres du collectif féministe «Lutter comme une femme». Elle vit et travaille à Skopje, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. En collaboration avec d'autres militantes féministes, Ana Vasileva a lancé un nouveau mouvement social dans son pays contre le harcèlement sexuel, sous le hashtag #СераКажувам (#ISpeakUpNow).

En 2013, je suis devenue instantanément célèbre - ou peut-être devrais-je dire tristement célèbre - lorsque j'ai publié un billet en ligne sur la culture du viol en Macédoine. Mon billet avait été inspiré par un hashtag tendancieux sur Twitter - #TheyCalledHer (#JaВикале) - qui était rempli de textes sexistes et misogynes, présentés sous le couvert de l'humour. Après avoir posté mon billet, je suis devenue la cible de menaces et d'abus en ligne. On a même lancé un hashtag avec mon nom pour m'insulter.

J'ai maintenu mon engagement, portée par ma foi en la solidarité féminine et ma pratique féministe. Je suis membre d'un collectif féministe et nous avons cartographié les rues qui portent le nom de femmes célèbres dans la ville, placé des livres féministes dans les mains des statues du centre-ville et mis en avant les combattantes de la résistance antifasciste pendant la 2e Guerre mondiale.

Puis sont arrivées les campagnes #MeToo et #TimesUp. En Macédoine, ces campagnes ont rencontré beaucoup de résistance. Des discours contraires dénonçaient ce mouvement comme celui de «la haine des hommes et de la sexualité».

Nous avons inventé notre propre hashtag - #СераКажувам (#ISpeakUpNow) - et avons lancé une campagne contre le harcèlement sexuel et la violence à l'égard des femmes le 16 janvier 2018 à midi. L'idée consistait à partager certains de nos récits personnels ou des récits venant de nos amies sur le harcèlement sexuel. Le hashtag s'est répandu comme une traînée de poudre et, à la fin de la journée suivante, le ministère du Travail et des Affaires sociales, le ministère de l'Éducation et des Sciences et le ministère de l'Intérieur ainsi que le Premier ministre, avaient annoncé leur soutien officiel pour notre campagne.

Notre objectif n'est pas de sanctionner quelques personnes ; il consiste plutôt à apporter un réel changement dans l'attitude des gens et dans le système, afin qu'il n'y ait plus de tolérance sociale à l'égard de la violence.»

SE RASSEMBLER DERRIÈRE LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION APRÈS LA CRISE

La crise génère des formes spécifiques de préjudices et de bouleversements dans la vie des femmes et des filles. Bien qu'elles soient souvent à l'avant-garde des opérations de restauration de la paix et de redressement après des catastrophes naturelles, le rôle central des femmes pour trouver des solutions en temps de crise est très peu reconnu. Les choses changent pourtant. Avec le soutien d'ONU Femmes, les activistes ont ouvert une brèche pour les femmes et les questions de genre à la table des négociations de paix, dans les interventions humanitaires et dans les plans nationaux de gestion des catastrophes naturelles. Les fournisseurs de l'aide humanitaire adaptent de plus en plus leurs interventions aux besoins des femmes. Les leaders politiques appellent à l'égalité des sexes comme un élément à part entière de la restauration de la justice et de la prévention de l'extrémisme violent. L'heure est venue.



Des réfugiées rohingyas comme Somjida (debout) ont fui des conditions désespérées pour chercher refuge dans un camp au Bangladesh. Elles se rassemblent dans un centre polyvalent pour femmes pour trouver réconfort et appui. Des formations telles que la couture leur permettent de développer certaines compétences pour accéder à de nouvelles sources de revenus et retrouver un semblant de stabilité et de normalité.

OPTER POUR L'ESPOIR ET L'APAISEMENT

Chaque jour, des réfugiées et réfugiés rohingyas arrivent à Cox's Bazar au **Bangladesh**, fuyant les massacres, la torture, les viols et d'autres formes de violence au Myanmar. Ils arrivent avec très peu de biens personnels, démunis et traumatisés. Un peu plus de la moitié de ces quelque 688 000 nouveaux arrivants sont des femmes et des filles.

Mais dans la foule des camps surpeuplés que les réfugiées et réfugiés appellent à présent leur foyer, on voit peu de visages féminins. La peur et les normes socioculturelles restrictives gardent les femmes et les filles enfermées dans les tentes et les petits abris qui leur ont été attribués, ne passant que furtivement la tête au-dehors pour regarder les gens passer. Elles ne sortent pas pour collecter les articles de première nécessité, ne participent pas aux réunions du camp sur les besoins des réfugiées et réfugiés et ne signalent pas non plus les cas de violence ou de maltraitance. Elles utilisent des toilettes de fortune dans leurs espaces exigus, car elles ont peur de s'aventurer dans les toilettes communes du camp, où les hommes rôdent, essayant de regarder à l'intérieur.

Dans cette vie pleine d'incertitudes, la crise aggrave les inégalités auxquelles se heurtent déjà les femmes et les filles.

Mais l'espoir vient d'une réponse humanitaire qui s'oppose délibérément à l'exclusion et à la discrimination, que ce soit au niveau de l'approvisionnement ou des réglementations qui régissent les camps. Lorsque la vague des réfugiées et réfugiés a commencé à s'intensifier en août 2017, alimentée par la montée de la violence, ONU Femmes a assuré un rôle essentiel d'intermédiaire entre les femmes réfugiées et le large éventail d'organisations humanitaires nationales et internationales qui les soutiennent. ONU Femmes a aidé à coordonner la distribution immédiate de kits aux femmes avec du savon, des vêtements, des serviettes hygiéniques et des lampes de poche, ainsi que des

combustibles plus propres pour réduire leur exposition aux fumées de cuisine. Lorsque les femmes ont exprimé leurs inquiétudes face à l'interdiction faite aux sages-femmes et aux médecins d'entrer dans le camp la nuit, les laissant sans assistance médicale pour les accouchements, entre autres, pendant ce laps de temps, ONU Femmes a soumis le problème au cours d'une réunion de coordination de l'aide humanitaire, obtenant la levée de l'interdiction.

Début 2018, grâce au soutien d'ONU Femmes, le premier Centre polyvalent pour les femmes a vu le jour dans le camp de réfugiées et réfugiés de Bhalukhali. Ce centre offre un espace sûr aux femmes et aux adolescentes. Elles peuvent ainsi quitter leurs foyers temporaires et se réunir, accéder à des informations et à des services d'orientation en cas de violence basée sur le genre et bénéficier de conseils psychosociaux. Elles peuvent également accroître leurs compétences en matière de moyens de subsistance et d'alphabétisation et utiliser une salle de bain sécurisée qui leur est réservée.

Des efforts analogues sont déployés au sein du nouveau Centre SADA réservé aux femmes, qui s'occupe des femmes les plus marginalisées au sein de la vaste population réfugiée en Turquie, ainsi que dans les communautés d'accueil. En 2017, plus de 1 100 femmes ont bénéficié des formations, des services de conseil et des systèmes de garde d'enfants proposés par le centre. Établi par ONU Femmes à Gaziantep, une ville où la concentration de personnes ayant fui le conflit syrien est très élevée, ce centre est le premier du genre en Turquie. Il a été cité comme exemple de meilleure pratique par la mairie de Gaziantep et approuvé par le ministère de la Famille et des Politiques sociales.

La montée de la violence au Burundi, un pays dont l'histoire est marquée par le génocide, a obligé de nombreuses femmes à fuir en **République-Unie de Tanzanie**. Là, dans trois centres de femmes soutenus par ONU Femmes, les réfugiées bénéficient d'espaces

121 000
FEMMES ET FILLES
TOUCHÉES PAR
DES CRISES ONT
REÇU UNE AIDE DANS
31
PAYS

59
ESPACES SÛRS ET
67
CENTRES
POLYVALENTS MIS
EN PLACE DANS
18
PAYS

L'EXPERTISE DE
GENRE DÉPLOYÉE
PAR ONU FEMMES EN
RÉPONSE AUX CRISES
HUMANITAIRES A
QUINTUPLÉ
DEPUIS 2014

sûrs pour nouer des liens, acquérir de nouvelles compétences et se remettre des traumatismes de la guerre et des violences sexuelles. Ces centres organisent également un programme de 16 semaines pour les résidents des camps d'hommes afin de les inciter à briser les stéréotypes de genre et à prévenir les pratiques culturelles néfastes. Les hommes au départ réticents à l'idée que les femmes de leur famille puissent travailler à l'extérieur du foyer ont constaté les avantages qu'offrent des revenus accrus, le partage des charges de travail et une vie de famille plus épanouie.

Entre le passage dévastateur de l'ouragan Irma sur les îles d'**Antigua-et-Barbuda**, et l'arrivée imminente de l'ouragan Jose, ONU Femmes et l'UNFPA ont rapidement mobilisé de l'aide pour assurer la distribution immédiate de centaines de « trousse d'hygiène ». Ces kits contiennent des produits de santé et d'hygiène de base pour les femmes et les filles et sont souvent négligés par l'aide humanitaire. Ils comprennent notamment des savons, des sous-vêtements et des serviettes

hygiéniques. « Nous sommes tellement reconnaissantes que ces organisations aient pensé à nous », a remercié Nadia John, une représentante du Conseil de Barbuda. « Ces kits sont indispensables pour nous toutes, les femmes, comme les filles plus jeunes ».

PRÉVENIR L'EXTRÉMISME PAR LE BIAIS DE L'AUTONOMISATION

Plus les femmes sont autonomes et participent pleinement aux décisions dans leurs foyers et leurs communautés, plus les sociétés deviennent inclusives et pacifiques. L'extrémisme violent n'a plus aucun terrain pour s'épanouir. En 2017, partant de cette hypothèse, ONU Femmes a mis en place un de ses programmes les plus importants en **Asie** pour prévenir l'extrémisme violent. En **Indonésie**, par le biais d'un partenariat avec la Fondation Wahid, ce programme a aidé 2 000 femmes à obtenir des microcrédits et à se former en gestion financière.

Elles ont également appris à faire pression sur les leaders locaux pour

qu'ils désignent leurs communautés comme des « villages de paix », où les conflits se règlent de façon pacifique, où le rôle des femmes dans la construction de la paix est reconnu et où des initiatives d'autonomisation économique sont menées par des femmes. Dans neuf communes récemment déclarées « villages de paix », les premières évaluations montrent que 45 pour cent des femmes interrogées confirment qu'elles savent désormais ce qu'il faut faire pour prévenir l'apparition de l'extrémisme violent dans leur famille, contre seulement 29 pour cent des femmes ne participant pas au programme. Des résultats similaires ont été constatés dans leurs communautés, révélant la capacité des femmes à influencer l'opinion publique. Les hommes et les femmes ont admis que l'autonomisation économique accrue des femmes avait sensiblement diminué les tensions dans les familles et les communautés.

Un des champions du programme et ardents défenseurs des idées qu'il contient s'avère être le Président de l'Indonésie, également un champion HeForShe. À l'occasion de la Journée internationale des femmes en 2017, il s'était joint à ONU Femmes et à un public de 8 000 personnes pour célébrer les contributions des femmes au développement et à la coexistence pacifique. « Les femmes sont indispensables à l'instauration d'une paix durable au sein de la famille, au niveau du pays et pour le monde », a-t-il déclaré.

RECHERCHER LA VÉRITÉ ET LA JUSTICE

Il n'existe pas de paix sans justice, c'est la raison pour laquelle le **Mali** a créé la Commission Vérité, Justice et Réconciliation dont la mission est colossale : rendre justice vis-à-vis des violations des droits humains commises ces dernières décennies depuis l'indépendance du pays en 1960. En préparant son programme de travail, la Commission a également reconnu que la paix et la justice



Nadia John (à droite, portant une casquette bleue), représentante au Conseil de Barbuda, exprime sa gratitude pour les trousse d'hygiène féminine distribuées aux femmes et aux filles après le passage dévastateur de l'ouragan Irma.



Au centre SADA réservé aux femmes de Gaziantep, en Turquie, les réfugiées syriennes et les femmes issues des communautés locales suivent des cours d'informatique. C'est l'occasion pour elles d'apprendre de nouvelles compétences et de nouer des liens plus étroits.

reposaient sur l'égalité des sexes. Elle a alors sollicité l'aide d'ONU Femmes pour établir un comité spécial chargé d'intégrer les dimensions de genre dans toutes ses activités.

Une grande part des violations commises au Mali ont délibérément ciblé des femmes et des filles. La Commission dispose désormais de nouveaux outils pour analyser et répondre à de tels cas, y compris une base de données permettant leur suivi et un plan global pour accompagner les victimes. Des sessions d'apprentissage permettent d'étudier les meilleures pratiques issues d'exercices analogues menés dans d'autres pays. Ces outils ont aidé les associations de victimes et les groupes de femmes à comprendre comment agir pour faire valoir les droits des femmes. La Commission elle-même s'est engagée à défendre ces droits à chaque pas du long parcours de guérison des blessures du passé.

DÉFINIR DE NOUVELLES NORMES

En 2017, ONU Femmes était chargée d'élaborer une nouvelle politique sur *l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans l'action humanitaire* pour l'organe principal de la coordination humanitaire, le Comité permanent interorganisations. Cette politique actualise les engagements du système humanitaire mondial en matière de genre et établit un cadre formel de responsabilité pour suivre les futurs programmes d'aide dans tous les contextes humanitaires. La nouvelle politique reflète une série d'engagements internationaux emblématiques pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, adoptés ces dernières années au cours du Sommet mondial sur l'action humanitaire, au titre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ou dans le cadre du Grand Compromis sur l'aide humanitaire.

DÉPLOIEMENT DE
23
SPÉCIALISTES DANS
11
PAYS POUR AIDER
À LA CONDUITE
D'ENQUÊTES SUR
DES FAITS DE
VIOLENCE SEXUELLE
ET BASÉE SUR LE
GENRE

+ DE 300
OFFICIERS MILITAIRES
FEMMES ONT SUIVI
UNE FORMATION
SOUTENUE PAR
ONU FEMMES
DANS LE CADRE
D'OPÉRATIONS
DE MAINTIEN DE
LA PAIX



Les femmes défendent la place des femmes dans les processus de paix

En 2017, les femmes du monde entier se sont réunies dans différents forums pour envoyer un message clair. Les femmes vont se lever et prendre la parole pour défendre leur droit à participer à tous les processus de paix jusqu'à ce que les disparités soient gommées.

Le RÉSEAU DES FEMMES DIRIGEANTES AFRICAINES s'est réuni pendant l'Assemblée générale des Nations Unies pour mobiliser autour de la transformation de l'Afrique en un continent prospère, stable et pacifique. Le Réseau a été lancé en 2017 lors d'un forum organisé par la Commission de l'Union africaine et ONU Femmes (voir la photo). 80 femmes cheffes d'État, ministres, ambassadrices et dirigeantes communautaires offrent une grande visibilité au leadership des femmes et à leur pleine participation à la gouvernance, à la paix et à la stabilité.

Le RÉSEAU DE POINTS FOCALX NATIONAUX POUR LE PROGRAMME FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ s'est réuni pour la première fois en 2017, offrant un échange d'idées très dynamique sur la progression de la participation des femmes dans les politiques et programmes nationaux pour la paix et la sécurité. Les participantes et participants ont examiné l'intégration renforcée des engagements internationaux existants dans les lois et politiques nationales, ainsi que les stratégies pour contourner les difficultés liées à leur mise en pratique. Cette réunion annuelle, dont le secrétariat est assuré par ONU Femmes, représente aussi une occasion de relancer la coordination des programmes d'aide et de financement associés.

« LES FEMMES SONT PERÇUES COMME DES OBJETS SEXUELS. LA VIOLENCE DOMESTIQUE ET SEXUELLE AUGMENTE. »



CHARO MINA-ROJAS

Charo Mina-Rojas est la Coordinatrice nationale du processus de plaidoyer et de sensibilisation des communautés noires en Colombie. Suite à l'accord de paix historique qui a mis fin au conflit de plus de 50 ans entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Mina-Rojas plaide en faveur de la justice et de l'égalité pour les femmes afro-colombiennes. Grâce aux efforts de femmes activistes afro-colombiennes comme elle, l'accord de paix contient un chapitre spécifiquement dédié aux questions « ethniques ».

« J'ai grandi dans une communauté afro-descendante de Cali, en Colombie, entourée de femmes fortes et compétentes. Pour autant, les hommes de leur entourage leur dictaient ce qui était bien ou mal.

Les femmes afro-descendantes comme moi faisons face à une double discrimination - à cause de notre race et de notre sexe - et à une discrimination supplémentaire, à cause de la pauvreté. À l'école, certains avaient des regards méprisants, tandis que d'autres étaient trop protecteurs, comme si je ne pouvais rien gérer par moi-même. Plus tard, la discrimination a continué - quand je travaillais dans un ministère, les assistants me soutenaient rarement.

Bon nombre des quelque 5 millions de Colombiennes et Colombiens d'ascendance africaine vivent dans des zones affectées par la violence. Les femmes sont perçues comme des objets sexuels. La violence domestique et sexuelle augmente.

L'espace laissé vacant par les groupes rebelles depuis la signature des accords de paix est en passe d'être récupéré par d'autres groupes armés. La violence sexuelle, les enlèvements et la torture sont utilisés comme arme politique, affectant les femmes et les filles davantage que par le passé. Cette violence stigmatise terriblement les femmes.

Nous souffrons également de violence économique, environnementale et culturelle.

Si je pense que l'accord de paix sera mis en application? Oui, je crois qu'il le sera. Mais il devra être mis en œuvre en tenant compte de la diversité du peuple colombien et en respectant les femmes et leurs droits».

MOBILISER POUR CONSOLIDER LES BUDGETS

Les plans et budgets nationaux définissent les orientations pour les services et les investissements publics essentiels à l'égalité des sexes, mais, en l'absence d'une vigilance particulière portée aux dimensions du genre, ils risquent de passer à côté d'éléments fondamentaux. En partenariat avec ONU Femmes, un large mouvement porté par des défenseurs et défenseuses de l'égalité des sexes, des responsables politiques nationaux et des institutions financières internationales se mobilise désormais pour des plans et des budgets tenant compte du genre et pleinement alignés avec les objectifs de l'égalité des sexes. L'heure est venue.



En Serbie, bon nombre des amis de Milica Stojanovic ont quitté leur petit village pour rejoindre les villes environnantes. Elle a décidé de rester et s'épanouit dans le maraîchage, un choix soutenu par un budget public local sensible aux questions de genre. Les fonds sont répartis équitablement entre les services utilisés par les femmes et les hommes, notamment dans le domaine de l'agriculture.

REVENDIQUER UNE PART ÉQUITABLE DES RESSOURCES

Dans la ville d'Uzice, dans le sud-ouest de la **Serbie**, les groupes de femmes de la société civile savent depuis longtemps ce dont les femmes locales ont besoin pour améliorer leur situation, et cela commence par de meilleurs moyens de subsistance. Ainsi, avec l'aide d'ONU Femmes, ces groupes étudient les différentes dépenses publiques, vérifiant que les budgets locaux ont bien été investis équitablement dans des services destinés aux femmes et aux hommes. Faisant le constat que les sommes allouées aux subventions agricoles concernaient principalement l'élevage, un secteur depuis longtemps dominé par les hommes, ils ont exigé et obtenu un changement de politique. La municipalité d'Uzice a accepté d'affecter davantage de fonds aux subventions pour la culture des légumes, où les femmes ont tendance à se concentrer.

Il s'agit là d'un simple exemple de la façon dont l'analyse basée sur le genre des budgets publics en Serbie peut permettre d'influer sur les finances publiques, ainsi que sur les programmes et les services qui en découlent. En 2018, 47 institutions gouvernementales nationales et locales ont intégré l'égalité des sexes dans leurs objectifs budgétaires, conformément aux nouvelles exigences introduites dans la Loi sur le système budgétaire de 2015. La loi stipule que toutes les institutions gouvernementales inscrivent au moins un objectif relatif à l'égalité des sexes dans leurs budgets et commencent à utiliser des données ventilées par sexe pour évaluer toutes les activités et leurs répercussions potentiellement différentes sur la vie des hommes et des femmes. Les instructions budgétaires publiées par le ministère des Finances en 2018 ont officiellement renforcé l'obligation de présenter des budgets et des rapports tenant compte du genre.

Les avancées permanentes sur ces questions reposent en grande partie sur le soutien constant d'ONU Femmes, y compris la mise en place d'une coalition

de fonctionnaires gouvernementaux engagés, de parlementaires, de groupes de la société civile et d'autres agences des Nations Unies, qui sait se faire entendre. Des experts ont examiné les documents budgétaires, apportant leur éclairage et émettant des recommandations. Parallèlement, une formation a expliqué à près de 800 fonctionnaires nationaux, provinciaux et locaux comment construire une budgétisation sensible au genre, susceptible d'apporter une contribution importante à l'égalité des sexes. S'appuyant sur des expériences antérieures, telles que celle d'Uzice, un examen national des mesures d'incitation agricoles a commencé à identifier un manque de financement et de services pour les femmes.

Dans plusieurs pays à travers le monde, l'introduction d'une budgétisation sensible au genre a généré une hausse importante des affectations visant l'égalité des sexes. Au **Mexique**, ces affectations ont augmenté de 37 pour cent depuis 2012. Un système de suivi des affectations en **République dominicaine** a encouragé une hausse constante depuis 2015. De nouvelles pratiques peuvent également améliorer la planification publique dans son ensemble. **Cabo Verde** a utilisé des compétences et outils budgétaires tenant compte du genre, acquis grâce à ONU Femmes, pour intégrer l'égalité des sexes dans les trois axes de son nouveau Plan national de développement stratégique, une feuille de route destinée à adapter les Objectifs de développement durable au niveau local.

Dans la droite ligne du programme phare mondial d'ONU Femmes sur le financement transformateur, un nouveau partenariat avec le Fonds monétaire international permettra de renforcer de façon significative les capacités des gouvernements à mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre.

APPLIQUER L'ÉGALITÉ DES SEXES À LA PLANIFICATION

Au-delà de soutenir l'intégration de l'égalité des sexes dans les proces-

sus nationaux de planification du développement et de budgétisation, ONU Femmes s'est intéressée de plus près aux plans et politiques portant sur des préoccupations particulièrement importantes pour les droits des femmes et leur bien-être, comme le VIH/Sida. Au **Zimbabwe**, ONU Femmes a aidé des organisations de femmes vivant avec le VIH à participer au Plan stratégique national de lutte contre le VIH/Sida 2015-2020.

Ce plan a reconnu par la suite le taux élevé de nouveaux cas d'infection par le VIH chez les femmes et les filles et a insisté sur l'importance de lutter contre les inégalités entre les sexes et la violence à l'égard des femmes, deux causes sous-jacentes de l'augmentation des infections par le VIH chez les femmes et les filles. Les organisations de femmes et les activistes des droits des femmes ont également réussi à faire intégrer des initiatives de lutte contre le VIH chez les jeunes femmes et les adolescentes dans une demande de financement adressée au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, obtenant ainsi un budget de 8 millions de dollars US pour des programmes de changements de comportement, une éducation complète à la sexualité et des actions de mobilisation communautaire visant à prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles.

43 PAYS ONT AUGMENTÉ LEURS ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES DEPUIS 2014

LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ONU POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

« Avant, je ne sortais pas de chez moi. Maintenant, je peux aller où je veux. J'ai le courage d'aller quelque part, de parler à des gens ».

« La sécurité est un élément essentiel pour les personnes déplacées. Si vous vous sentez en sécurité, alors la plupart des choses – même les choses les plus terribles que vous ayez vues – vous semblent acceptables ».



Le centre pour femmes de la fondation Free Yezidi offre des services de psychothérapie dont ont très rapidement besoin les femmes et les filles du Kurdistan irakien, dont beaucoup ont été confrontées à des violences terribles. Les participantes suivent une thérapie de trois mois, et prennent part à des activités de thérapie, de formation et de subsistance.

Ce ne sont là que deux des nombreuses voix de femmes victimes de violence qui ont trouvé refuge et qui essaient de se reconstruire dans le centre de femmes de la Fondation Free Yezidi, une organisation bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Fonds d'affectation spéciale de l'ONU). Intervenant dans la région du Kurdistan en **Irak**, ce centre offre un accès à un programme de soins post-traumatiques et une aide psychologique. Il propose des cours de musique, d'art et de langues pour réduire le stress et aider les femmes à trouver un emploi grâce à une formation sur les moyens de subsistance. Les bénéficiaires ont des effets indirects, car les femmes qui se rendent au centre disent qu'elles utilisent leurs compétences et leurs connaissances pour aider leurs familles.

Administré par ONU Femmes pour le compte du système des Nations Unies, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU soutient des organisations non gouvernementales et des gouvernements du monde entier pour améliorer l'accès des victimes de la violence aux services d'aide, renforcer l'application des lois et des politiques et prévenir la violence. En 2017, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a géré 120 projets destinés à prévenir et à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles dans 80 pays et territoires. Au total, ces projets ont concerné 6,3 millions de personnes, y compris des hommes et des garçons, des fonctionnaires et des citoyens. Près de 350 000 femmes et filles ont bénéficié directement des activités d'autonomisation et de protection contre la violence, dont près de 46 000 victimes de la violence.

Le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a notamment cherché à atteindre les femmes et les filles issues des communautés marginalisées et défavorisées, qui comprennent au moins 37 500 femmes et filles vivant avec un handicap, 10 500 femmes lesbiennes, bisexuelles et transgenres, près de 9 000 femmes autochtones et 2 500 femmes et filles réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur pays. Pour atteindre ces bénéficiaires, le coût a représenté en moyenne 3 dollars US par personne en 2017, indiquant que même les plus petits investissements peuvent avoir un impact considérable.

Profitant de l'ouverture récente d'une fenêtre humanitaire pour répondre de façon stratégique aux nouveaux besoins et défis mondiaux, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a alloué en 2017 2,5 millions de dollars US à cinq organisations qui cherchent à prévenir et éliminer la violence à l'égard des

femmes et des filles réfugiées ou déplacées à l'intérieur de l'Irak et de la Jordanie. Une deuxième fenêtre s'est ouverte en 2017 par le biais de l'Appel à propositions qui octroie au moins 1 million de dollars US de financement aux projets visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles en situation de handicap.

En **Serbie**, l'Initiative serbe pour les droits des personnes en situation de handicap mental, une organisation bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU, a fourni certaines des premières preuves de violations, à savoir des avortements et des stérilisations forcés chez les femmes souffrant de handicap mental vivant en établissement carcéral. Cette initiative a permis de former 60 prestataires de services sur la manière de gérer la violence et de la prévenir. Quinze femmes ayant vécu en institution ont été associées au programme afin que leurs points de vue ne soient pas relégués à l'arrière-plan. Pris ensemble, le renforcement des capacités et de la confiance des femmes et l'évolution des pratiques institutionnelles et des attitudes des décideurs politiques posent le cadre de profonds changements dans la vie des femmes atteintes de handicaps mentaux.

Women's Justice Initiative, autre bénéficiaire du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU, est la seule organisation du **Guatemala** à œuvrer pour prévenir la violence basée sur le genre dans 18 communautés autochtones rurales. En 2017, le projet a proposé une formation juridique élémentaire à 813 femmes et filles. À l'issue de la formation, une étude a révélé d'importants changements dans les attitudes, par exemple une baisse de 71 pour cent des femmes qui trouvent justifié qu'un mari batte sa femme. Les participantes ont demandé une assistance juridique et ont entrepris de faire valoir leurs droits chez elles, avec une répartition plus équitable des corvées ménagères par exemple.

Au **Mali**, le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU soutient l'Association Maliennne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (AMSOPT) pour changer les normes sociales autour des mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) et offrir des services médicaux et psychosociaux aux victimes. Deux villages de la région de Kayes, où les taux de MGF/E sont les plus élevés du pays, ont publiquement renoncé à ces pratiques traditionnelles néfastes, ainsi qu'aux mariages des enfants. Six autres villages sont également en passe de faire de même.

120
PROJETS

80
PAYS ET
TERRITOIRES

6,3
MILLIONS
DE BÉNÉFICIAIRES
INDIRECTS

LE FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

« Tout d'un coup, je me suis retrouvée entourée d'un groupe de femmes qui m'appelaient « collègue ». Elles ont raconté leur histoire. J'ai appris à connaître mes droits. J'ignorais totalement que j'avais des droits ! »



Lors d'une rencontre à Mexico, les membres du syndicat national mexicain des travailleuses domestiques enfilent leurs gants pour marquer leur volonté de défendre leurs droits. Elles ont initié un nouveau programme national protégeant pleinement les droits des 2,4 millions de travailleuses et travailleurs domestiques, notamment au moyen d'une convention collective.

Autrefois, Norma Palacios trouvait difficile de parler de sa vie en tant que travailleuse domestique à **Mexico City**. Mais après des années de dur labeur et de commentaires méprisants de la part de son patron, elle a décidé de parler et de s'impliquer dans une association de travailleurs et travailleuses domestiques. « Tout d'un coup, je me suis retrouvée entourée d'un groupe de femmes qui m'appelaient «col-lègue». Elles ont raconté leur histoire. J'ai appris à connaître mes droits. J'ignorais totalement que j'avais des droits ! »

Norma Palacios a fini par devenir l'une des dirigeantes fondatrices du syndicat national des travailleurs et travailleuses domestiques, le SINACTRAHO, où elle a œuvré à établir un nouveau programme national pour 2,4 millions de travailleurs et travailleuses domestiques, bénéficiant du soutien de l'Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir, financé par le Fonds pour l'égalité des sexes d'ONU Femmes. En 2017, pour la première fois, le gouvernement, la société civile, les syndicats et les employeurs se sont retrouvés pour ratifier la Convention no 189 de l'OIT sur les droits des travailleurs et travailleuses domestiques. Ils ont rédigé une proposition législative soutenue par 18 sénateurs pour aligner la Loi fédérale du travail avec la Convention afin d'améliorer les mauvaises conditions de travail et de réduire la discrimination.

Des avancées supplémentaires ont été réalisées grâce à des activités conjointes de plaidoyer menées par l'Instituto et SINACTRAHO, qui ont entraîné l'adoption d'une convention collective pour les travailleurs et les travailleuses domestiques, ce qui représente une importante progression dans un secteur très peu réglementé. Mais il reste encore beaucoup à faire. Norma Palacios aimerait assister à la reconnaissance juridique officielle des droits élémentaires des travailleurs et travailleuses domestiques, notamment un salaire minimum, des congés payés et l'accès à des services de sécurité sociale de base pour eux et leurs familles. Elle espère que leur combat sera source de changement. « Nous ne disparaîtrons pas de sitôt, car notre travail est important », a-t-elle déclaré. « Tôt ou tard, ils devront reconnaître nos droits ».

En 2017, le Fonds pour l'égalité des sexes a géré un portefeuille de 8,1 millions de dollars US et 26 projets conçus pour bénéficier à 500 000 personnes d'ici 2019. À la fin de l'année, les projets actifs avaient atteint 49 000 bénéficiaires directs, dont la plupart sont des femmes issues des communautés et groupes les plus marginalisés et les moins bien desservis du monde. Les femmes ont acquis de nouvelles compétences professionnelles, entrepreneuriales, en matière de commu-

nication et de plaidoyer. Elles ont lancé de nouvelles entreprises, revendiqué leurs droits à la propriété ou au travail et plaidé pour orienter les politiques publiques.

En **République-Unie de Tanzanie**, le Conseil pastoral des femmes a aidé 4 400 femmes masaï gardiennes de troupeau à améliorer leurs moyens de subsistance et leur situation économique grâce à un meilleur contrôle de l'eau, de la terre et du bétail. L'accès à l'eau potable a libéré du temps aux femmes, leur permettant d'assister aux réunions communautaires et aux cours d'alphabétisation. La consolidation de 56 banques villageoises communautaires a ouvert l'accès au crédit et aux prêts, et les membres des groupes d'épargne sont désormais plus à même d'acheter de la nourriture et de payer les frais médicaux et de scolarité. Cela réduit la dépendance des femmes envers leur mari et renforce leur statut au sein du foyer.

Une initiative menée par l'ONG Atikha, qui cherche à relier les travailleurs et travailleuses domestiques migrants à des possibilités économiques dans leur pays d'origine, **les Philippines**, a permis à 345 d'entre eux d'épargner et d'investir 690 000 dollars US. Cinquante femmes ont installé ou développé leur entreprise, comme des petites boutiques, des cybercafés ou des entreprises de commercialisation des produits agricoles.

Près de 500 femmes issues des communes les plus pauvres et les plus reculées de la région Bordj Bou Arreridj en **Algérie** produisent du fromage, du miel et de la laine avec l'aide d'El Ghaith. La hausse de leurs revenus leur a permis de devenir des membres actives de leur communauté. Impressionné par ces résultats, le ministère de la Solidarité nationale prévoit de dupliquer cette initiative dans d'autres domaines.

En 2017, le Fonds a procédé à sa première évaluation indépendante pour évaluer les 121 subventions accordées à des organisations de la société civile dans 80 pays depuis sa création en 2009, pour un montant de 84 millions de dollars US. Cette évaluation a indiqué que le Fonds avait accru la visibilité des droits humains des femmes, forgé des réseaux de la société civile plus solides en faveur de l'égalité des sexes et établi des partenariats locaux pour faciliter l'autonomisation des femmes, atteignant directement plus de 500 000 femmes et hommes et bénéficiant à des millions d'autres grâce aux changements de politiques. En 2018, le Fonds accordera des subventions et une formation spécialisée à 10 bénéficiaires pour leur permettre de déployer leur projet à plus grande échelle et d'utiliser des approches sociales innovantes, telles que la réflexion conceptuelle et les indications sur le comportement.

26
PROJETS
ACTIFS

49 000
BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS

8,1 MILLIONS
DE DOLLARS US DE
VALEUR TOTALE DE
SUBVENTIONS ACTIVES

COORDONNER L'ACTION NATIONS UNIES POUR

2017 a été marquée par le changement pour les femmes à travers le monde – et pour les Nations Unies. Pour la première fois, un nombre analogue d'hommes et de femmes occupent les plus hautes fonctions de direction, y compris celles de Coordonnatrices résidentes – les fonctionnaires des Nations Unies les plus haut placés – et celles de cheffes d'équipes des Nations Unies dans les pays. Par ailleurs, la Stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, élaborée grâce au soutien non négligeable d'ONU Femmes, s'est révélée une feuille de route pour la parité à chaque niveau et dans chaque organe des Nations Unies. La prochaine priorité concerne désormais la parité au niveau des Représentants, Représentantes et des Envoyés spéciaux, Envoyées spéciales.



N DU SYSTÈME DES L'ÉGALITÉ DES SEXES

Dix-huit ans après la date initialement visée pour atteindre la parité, il est plus que temps pour les Nations Unies de joindre le geste à la parole. La stratégie propose des actions recommandées et des cibles clairement définies, comme accroître sensiblement le nombre de femmes soldats de la paix (elles ne sont que 4 pour cent actuellement) et instaurer des politiques plus favorables à la famille. Elle appelle les organisations de la société civile à demander des comptes aux Nations Unies sur le respect de leurs engagements par le biais de rapports parallèles, établis avec le soutien d'ONU Femmes.

Toutes les entités des Nations Unies doivent soumettre un plan de progression vers la parité. Le plan d'ONU Femmes, publié peu après la stratégie, porte sur les recommandations de base, notamment aider à élaborer des directives favorisant un environnement qui autonomise pleinement les femmes et soutient l'égalité des sexes au sein des Nations Unies. À mesure que la mise en œuvre de la stratégie progresse, ONU Femmes la défend ardemment, mobilisant les gens à l'intérieur comme à l'extérieur des Nations Unies. Lors de la Commission de la condition de la femme 2018, elle a exhorté à la fois la société civile et les États membres des Nations Unies à saisir cette occasion et à mener des actions sur tous les fronts pour atteindre la parité.

ASSURER LE SUIVI DE L'ÉGALITÉ DES SEXES AU SEIN DU SYSTÈME

Guidé par ONU Femmes, le **Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP)**, soutient les entités des Nations Unies responsables de l'intégration des perspectives de genre dans toutes les fonctions institutionnelles. 2017 a été une année record, avec 66 entités des Nations Unies, soit 94 pour cent du total, qui ont fait état d'indicateurs de progrès dans le cadre de l'ONU-SWAP. Depuis l'introduction du plan en 2012, le pourcentage d'indicateurs notés comme répondant aux exigences ou les excédant a plus que doublé, révélant une amélioration constante de

À gauche : Le secrétaire général des Nations Unies António Guterres se joint aux femmes membres du Conseil de direction pour célébrer la parité des sexes parmi les hauts responsables au siège des Nations Unies à New York. Les membres du Conseil comprennent la secrétaire générale adjointe Amina Mohammed (au premier rang, deuxième à partir de la gauche) et la Directrice exécutive d'ONU Femmes Phumzile Mlambo-Ngcuka (au deuxième rang, deuxième à partir de la droite).

la gestion des questions d'intégration du genre, telles que l'élaboration des politiques, la planification stratégique, la supervision, les ressources humaines et financières et le développement des capacités.

Des faiblesses persistent toutefois dans certains domaines, comme la parité au sein des effectifs et l'attribution adéquate de ressources pour atteindre l'égalité entre les sexes, entre autres. La prochaine génération de l'ONU-SWAP (ONU-SWAP 2.0) a débuté en 2018. Elle vise à accélérer les progrès au cours des cinq prochaines années. Entre autres avancées, elle permettra de suivre le soutien apporté par les Nations Unies pour l'intégration de la dimension de genre dans les Objectifs de développement durable.

LUTTER CONTRE LE HARCÈLEMENT SEXUEL

À la fin de l'année 2017, le Secrétaire général des Nations Unies a mis en place un groupe de travail dédié à l'élaboration d'une approche commune rigoureuse visant à aborder et à prévenir le harcèlement sexuel au sein du système des Nations Unies. Réunissant des représentantes et représentants de toutes les organisations onusiennes, le groupe de travail examine actuellement les politiques de lutte contre le harcèlement sexuel et les mécanismes d'investigation. ONU Femmes apporte son expertise sur un certain nombre de problèmes essentiels, y compris la création d'une ligne d'assistance conjointe pour le personnel des Nations Unies.

SE FAIRE ENTENDRE SUR LES QUESTIONS AUTOCHTONES

En tant qu'acteur majeur pour faire progresser le programme du système des Nations Unies sur les questions autochtones, ONU Femmes a aidé les femmes et les filles autochtones à se mobiliser et à influencer la prise de décisions dans beaucoup de forums internationaux. En 2017, alors qu'ONU Femmes assurait la coprésidence annuelle tournante du **Groupe d'appui interorganisations sur les questions autochtones**, des femmes dirigeantes autochtones de Bolivie, du Chili, de l'Équateur, du Guatemala et du Honduras ont eu un formidable impact sur la réunion annuelle du groupe à Quito. Elles ont présenté leurs points de vue uniques sur le rôle des femmes autochtones dans la gestion des ressources naturelles, l'accès amélioré à la justice, l'autonomisation économique et la protection à l'égard de la violence.

FORGER DES ALLIANCES ET DES PARTENARIATS

Tout le monde peut être partenaire et activiste de la quête mondiale pour l'égalité des sexes et le partage des idées, des ressources, des aspirations et des innovations. À travers les partenariats, chacun peut être source d'inspiration pour les autres, favorisant le changement transformateur.



TRANSFORMER LE MONDE DES AFFAIRES

Les entreprises modèlent notre vie quotidienne de façon importante, et leur choix de s'associer à ONU Femmes envoie le signal fort qu'un changement s'annonce. L'industrie mondiale de la publicité par exemple est connue pour sa créativité et sa forte capacité d'influencer les attitudes. Mais elle renforce aussi trop souvent les stéréotypes négatifs sur le genre. Lors du Festival international de la créativité Cannes Lions, ONU Femmes a lancé l'**Unstereotype Alliance** et a appelé les leaders du secteur à s'engager en faveur de l'égalité des sexes et à défendre des représentations qui perpétuent le progrès, pas la discrimination.

L'Alliance, dont les membres fondateurs sont notamment AT&T, Johnson & Johnson, IPG, P&G, WPP et Unilever, regroupe un nombre croissant de grandes multinationales qui supervisent le travail de centaines d'agences publicitaires à travers le monde. Leur engagement à mettre la concurrence de côté pour collaborer et éliminer les stéréotypes néfastes représente une occasion unique de transformer profondément des industries entières. Leur collaboration initiale a porté sur l'adaptation d'outils pour mesurer l'égalité des sexes et la diversité sur le lieu de travail et dans les pratiques professionnelles, et sur l'élaboration d'une norme mondiale destinée à évaluer le contenu publicitaire dans le but de créer un monde sans stéréotype.

Les médias et les partenaires de la publicité continuent de jouer un rôle central en relayant les messages d'ONU Femmes sur l'égalité des sexes aux quatre coins de la planète. Dans le cadre de l'initiative des Nations Unies Common Ground, **WPP**, la première multinationale publicitaire du monde, a contribué à sécuriser plus de 1 million de dollars US sous forme de publicité gratuite sur les principales plateformes comme Amazon ou Spotify au cours des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre en 2017 et pendant la Journée internationale des femmes en 2018.

Pour éradiquer les stéréotypes souvent ouvertement sexistes dans la publicité, ONU Femmes a lancé l'alliance « Unstereotype ». Elle encourage plusieurs entreprises multinationales à se mobiliser pour faire évoluer la publicité partout dans le monde en vue de promouvoir l'égalité des sexes et la diversité.

Plus de 23 500 rapports d'agences de presse ont mentionné ONU Femmes pendant l'année 2017. En tant que membres du **Pacte médiatique Franchissons le pas**, un groupe qui ne cesse de croître, 60 grands médias se sont engagés à renforcer la représentation des femmes dans les salles de presse et dans l'actualité, dont le Huffington Post, France 24, et Deutsche Welle.

D'autres partenariats d'ONU Femmes avec des entreprises ont porté sur la place des femmes dans la science et la technologie. La **Coalition mondiale de l'innovation pour le changement**, établie en 2017, mobilise 25 partenaires issus du secteur privé, des organisations à but non lucratif et des institutions universitaires pour renverser les obstacles qui empêchent la progression des femmes dans l'innovation. Ce groupe travaille sur les normes industrielles, ainsi que sur des programmes qui soutiennent les femmes innovatrices et s'attaquent aux principales difficultés qu'elles rencontrent, dans le but de garantir que les femmes et les filles jouent un rôle égal dans la conception et l'élaboration des technologies et qu'elles en retirent les mêmes avantages que les hommes.

Soixante-trois bourses à travers le monde se sont associées à l'Initiative **Ring the Bell for Gender Equality** pour la Journée internationale des femmes 2018. À la croisée des entreprises et des investisseurs, les bourses sont idéalement positionnées pour inciter les marchés des capitaux à jouer leur rôle dans le soutien à l'égalité entre les sexes. Aujourd'hui à sa quatrième édition, l'initiative s'est transformée en un partenariat entre ONU Femmes, le Pacte mondial des Nations Unies, l'Initiative des bourses durables, la Société financière internationale, Women in ETFs et la Fédération mondiale des bourses.

À New York, la cloche de fermeture du marché boursier Nasdaq a également retenti pour marquer l'adhésion de la bourse aux **Principes d'autonomisation des femmes**. Les Principes d'autonomisation des femmes, une initiative d'ONU Femmes et du Pacte mondial des Nations Unies, sont un ensemble de sept principes qui offrent des conseils concrets aux entreprises sur la manière de promouvoir l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes sur le lieu de travail, sur les marchés et dans les communautés. Au niveau mondial, on compte plus de 1 850 entreprises signataires. La Turquie détient le plus grand nombre de signataires au monde, avec



Pour marquer la Journée internationale des femmes, les cloches de 63 places boursières dans le monde ont retenti pour rappeler aux entreprises de prendre leurs responsabilités en matière d'égalité des sexes. La Directrice exécutive d'ONU Femmes Phumzile Mlambo-Ngcuka (devant, au centre) a sonné la fermeture du Nasdaq Stock Market, aux côtés de la PDG du Nasdaq Adena Friedman (devant, au centre, à droite de la Directrice exécutive d'ONU Femmes).



235 entreprises. Au Brésil, plus de 40 entreprises ont adhéré en 2017, portant à 150 le nombre total d'entreprises signataires pour ce pays à la fin de l'année. Collectivement, ces entreprises emploient plus de 2 millions de personnes.

MOBILISER LA SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile est au cœur du soutien apporté par ONU Femmes aux droits des femmes et aux mouvements féministes en tant que moteurs essentiels du changement. En 2017, ONU Femmes a joué un rôle central en mobilisant tout un éventail d'organisations de la société civile par le biais de ses **Groupes consultatifs de la société civile** aux niveaux national, régional et international, ainsi que dans les partenariats établis avec un large ensemble de parties prenantes féministes. Son rôle a notamment consisté à soutenir la mobilisation des activistes de terrain de la société civile pour promouvoir les Nations Unies en tant qu'organisation de la paix, la création d'une alliance confessionnelle de groupes religieux progressistes qui travaillent sur l'égalité des sexes et la prise en compte des voix des défenseurs et défenseuses des droits humains des femmes et des activistes LGBTI dans les discussions sur le resserrement de l'espace civique.

Des événements intergénérationnels ont rassemblé des jeunes activistes, des féministes plus expérimentés et des États membres des Nations Unies. Une campagne de plaidoyer de haut niveau sur l'égalité des salaires pour un travail de valeur égale a été menée pour mettre en place et lancer la Plateforme des champions pour l'égalité de rémunération

ainsi que la Coalition internationale sur la rémunération égale avec l'Organisation internationale du travail. Ces dispositifs ont abouti à l'engagement de plusieurs États membres des Nations Unies à consolider leurs politiques en matière d'égalité salariale.

LEVER DES FONDS ET ACCROÎTRE LA SENSIBILISATION

Les Comités nationaux interviennent dans 15 pays en tant que fervents défenseurs des programmes d'ONU Femmes et fiers artisans de l'égalité des sexes. En 2017, le **Comité national allemand** a mené des activités de sensibilisation et réuni des fonds pour le Fonds d'affectation spéciale de l'ONU pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes grâce aux ventes du bracelet solidaire ONU Femmes, mis en avant dans l'édition allemande de *Vogue* et d'autres magazines féminins de renom.

À **Singapour**, le Comité national a organisé les HeForShe Impact Awards pour rendre hommage aux personnes et aux entreprises qui promeuvent des initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de la diversité, comme le projet de Bloomberg *Voix de femmes*, qui vise à renforcer la représentation des femmes vedettes de l'actualité dans la presse écrite, à la télévision et à la radio. L'événement a également permis d'aborder les inégalités salariales entre hommes et femmes, y compris avec des dirigeants d'entreprises. Le **Comité national finlandais** a mené à bien une campagne « Face à face » qui a augmenté la base mensuelle des donateurs de 70 pour cent.



DEPUIS 2014, PLUS DE
1 800
ENTREPRISES ONT
SOUSCRIT AUX PRINCIPES
D'AUTONOMISATION DES
FEMMES

60
GROUPES MÉDIATIQUES ONT
RENFORCÉ LEUR COUVERTURE
DE L'ÉGALITÉ DES SEXES
GRÂCE AU PACTE MÉDIATIQUE
«FRANCHISSONS LE PAS»



39
GROUPES DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE SONT ACTIFS AU
NIVEAU NATIONAL, RÉGIONAL
ET MONDIAL, COUVRANT
60
PAYS

Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du coin supérieur gauche : à Mexico, ONU Femmes s'est associée à J. Walter Thompson pour une campagne utilisant des symboles de Vénus pour marquer l'ampleur de la violence féminicide. Aux Nations Unies, des activistes de la société civile participent à une réunion-débat avec le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres. Une campagne « Face à face » du comité national finlandais a permis de mobiliser de nouveaux donateurs au profit d'ONU Femmes.

FAIRE CAMPAGNE POUR



Pour les 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, le monde s'est drapé d'orange, la couleur emblématique de la campagne du Secrétaire général « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes d'ici 2030 ». Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du coin supérieur gauche : le palais présidentiel illuminé en orange à Quito, en Équateur ; un « flashmob » en Ukraine ; une manifestation publique pour l'action en République unie de Tanzanie ; des slogans contre la violence au Maroc ; des personnalités du monde artistique et médiatique réunies au siège des Nations Unies pour le lancement de la campagne ; des victimes de violence présentent leurs nouvelles créations de mode en Afrique du Sud ; des empreintes de main à la peinture orange marquent l'engagement en faveur de la cause au Bangladesh ; un concours de dessin pour les enfants et les jeunes au Viet Nam.

R LE CHANGEMENT



Partout dans le monde, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent en faveur de l'égalité des sexes. Les campagnes de plaidoyer alignent leurs idées et canalisent leur passion pour permettre à leurs messages d'espoir et de progrès d'être largement entendus.

S'UNIR POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE

En **France**, le Président a porté une écharpe orange pour exprimer sa solidarité. L'**Équateur** a éclairé la résidence présidentielle en orange, et en **Indonésie**, les hauts responsables des transports ont effectué un trajet sécurisé en bus, invitant les passagères et les passagers à rester vigilants et à agir. Les **Samoans** ont introduit la couleur orange dans un tournoi spécial de rugby, un sport adulé dans le pays. Le ciel **marocain** s'est rempli de ballons orange biodégradables. Au **Rwanda**, 2 500 personnes ont marché à travers la ville de Kigali. Les habitants de 16 villes d'**Ukraine** ont organisé des rassemblements avec des parapluies orange.

Ce ne sont là que quelques exemples des centaines d'événements qui ont réuni les femmes activistes, les fonctionnaires, les dirigeantes et dirigeants d'entreprises, les agentes et agents de police, les autorités locales et bien d'autres encore pour marquer les 16 Jours d'activisme pour éliminer la violence à l'égard des femmes, un temps fort de la campagne annuelle **Tous UNIS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes d'ici 2030** du Secrétaire général des Nations Unies. Sous l'égide d'ONU Femmes, la campagne a déclenché une recrudescence des activités de plaidoyer à l'échelle mondiale pour mettre un terme à la violence, rassemblant les gens autour de la couleur orange comme le symbole vibrant d'un monde d'espoir et sans violence.

Coïncidant avec une vague d'indignation sans précédent contre le harcèlement sexuel, les 16 Jours ont enflammé les médias dans 97 pays, tandis que les tweets et les messages



sur Instagram ont touché 610 millions d'utilisateurs. Les contenus créatifs en ligne se sont emparés des discussions en vogue par le biais des récits et des témoignages de celles et ceux – avocats, médecins, officiers de police, travailleurs sociaux, leaders traditionnels, étudiants et travailleurs du transport – qui ont brisé le silence, attaqué en justice, soutenu les victimes et combattu les pratiques néfastes.

En dehors des 16 Jours, la campagne Tous UNiS est une force de mobilisation pluriannuelle, au sein des pays et entre eux. La répétition mensuelle des Journées orange permet de garder cette question au premier plan. Parmi les actions menées dans les pays en 2017, on peut noter la montée en puissance depuis trois ans des activités de plaidoyer au **Kirghizistan**, qui a donné lieu à une nouvelle loi très prospective sur la violence domestique. En **Afrique du Sud**, le gouvernement, ONU Femmes et le Groupe Edcon (le plus gros détaillant non alimentaire du pays) ont noué un partenariat dans le cadre de la campagne Tous UNiS pour aider les victimes de la violence à acquérir des compétences utiles pour trouver un emploi et à entamer leur parcours de guérison.

SOUTENIR LE MOUVEMENT HEFORSHE

Les chefs d'État, les dirigeants d'entreprises et les présidents d'universités ont tous adhéré au mouvement. En tant que champions de la campagne mondiale **HeForShe**, ils rejoignent ainsi 1,2 million d'hommes et de garçons qui ont pris l'engagement ferme d'agir en faveur de l'égalité des sexes. Une initiative associée, **IMPACT 10x10x10**, mobilise les leaders et les personnalités influentes en faveur d'HeForShe. C'est le cas notamment du Premier ministre du Canada, devenu en 2017 le premier Champion thématique HeForShe pour la jeunesse.

La campagne HeForShe de Géorgie a été récompensée au Tokyo International Photography Awards, avec son idée à la fois ludique et sérieuse sur l'absence de genre grammatical en géorgien. Conçue en collaboration avec l'agence publicitaire McCann Tbilisi, elle s'intitulait « Le géorgien ne fait aucune distinction de genre - pourquoi en faites-vous une ? » (*Georgian language has no gender prejudice - why is it in your head?*). Des vidéos et des affiches percutantes et largement diffusées mettaient en scène des athlètes des deux sexes de différents sports, unis pour dire que le genre n'a pas plus d'importance dans le langage que dans la quête de la victoire.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a lancé sa campagne HeForShe en appelant de ses vœux une culture du respect et la reconnaissance que les hommes et les garçons ont tout à gagner dans l'égalité des sexes. Lors de la HeForShe Arts Week de Bangkok, des vidéos controversées, des expositions et des messages postés sur les réseaux sociaux ont rendu hommage aux progrès remarquables accomplis en Asie et dans le Pacifique, tout en soulignant les lacunes persistantes, notamment en ce qui concerne l'élimination de la violence et la répartition de la charge du travail de soins non rémunéré.

L'ÉGALITÉ DES SEXES GAGNE LE MATCH

Une femme sportive peut s'avérer un puissant symbole de ce qu'une femme est capable de faire. Aux Fidji, un nombre record de joueuses ont participé à l'**Oceania Rugby Sevens Championship**, soutenues par un partenariat avec ONU Femmes. En tant qu'organisation sportive, Oceania Rugby est devenue un catalyseur du changement dans la région Pacifique, y compris à travers des nominations de haut niveau de femmes membres du conseil d'administration qui se sont battues en faveur d'une approche égalitaire du recrutement. Une nouvelle importance est portée à la vie de famille par le biais d'une réduction du prix des billets.

Davantage de buts ont été marqués pour l'égalité des sexes pendant la **Global Goals World Cup**, un tournoi de football féminin organisé pour accroître la sensibilisation aux Objectifs de développement durable. Organisé à New York pendant l'Assemblée générale des Nations Unies, il a attiré des femmes du monde entier qui ont joué avec passion, talent et endurance. La Dream Team de l'ODD 5 était composée d'actrices connues pour l'égalité des sexes, comme Dina Smailova du Kazakhstan, qui a joué pour accroître la sensibilisation autour de la violence sexuelle. Victime d'un viol collectif, elle a guidé et soutenu 200 femmes victimes au Kazakhstan et a joué un rôle décisif dans sept cas de violence sexuelle où les femmes ont obtenu gain de cause.

FAIRE BOUGER LES NORMES SOCIALES

Le chemin vers l'égalité des sexes passe indéniablement par un changement de mentalités qui encourage l'abandon des idées et des comportements discriminatoires. En 2017, ONU Femmes a touché des millions de personnes en Égypte, au Maroc, au Liban et dans l'État de Palestine avec sa campagne « **Parce que je suis un homme** ». Elle a consisté à impliquer des individus, en ligne ou hors ligne, et notamment des célébrités très suivies comme la superstar du football Mohammed Salah, en posant des questions provocatrices telles que : Être un homme signifie-t-il être violent ? Ou s'élever contre la violence ? Cette question a déclenché un débat public continu sur les réseaux sociaux, sur les événements de sensibilisation des communautés et même dans le cadre d'expositions sur la paternité.

Cette campagne repose sur la première étude multipays menée sur les hommes et la masculinité dans la région, L'enquête internationale sur les hommes et l'égalité des sexes (IMAGES). Soutenue par ONU Femmes, l'étude s'appuie sur les points de vue de 10 000 hommes sur l'égalité des sexes et leurs perceptions de la masculinité, offrant certainement les premières données sur les attitudes des hommes. Une grande partie d'entre eux soutenaient l'égalité, ce qui peut laisser à penser que, si les attitudes inégalitaires prédominent encore aujourd'hui, cela ne devrait pas durer.



Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut : la campagne HeForShe en Géorgie a fait appel à des athlètes célèbres, tels que les stars de l'escrime Nina Thibilashvili et Luka Ghaghanidze, pour remettre en cause les préjugés sexistes, sur un jeu de mots en langue géorgienne. La photo de Ghassan Namrouti jouant de la guitare avec sa fille fait partie de l'exposition « Pères palestiniens » organisée en Palestine dans le cadre de la campagne « Parce que je suis un homme ». Des athlètes féminines du monde entier ont marqué des points pour l'égalité des sexes lors de la coupe du monde des objectifs mondiaux à New York.

PARTENAIRES POUR LE CHANGEMENT

LES VOIX DE CERTAINS DE NOS PRINCIPAUX PARTENAIRES

FINLANDE

« La Finlande mène une politique volontariste pour améliorer l'égalité des sexes depuis notre indépendance. Renforcer la situation et les droits des femmes et des filles constitue une priorité de notre politique étrangère et de sécurité, ainsi que notre politique de développement. ONU Femmes joue un rôle central pour faire avancer les droits des femmes dans le monde et c'est l'un des principaux partenaires de la Finlande au sein du système des Nations Unies. Cela se reflète également dans notre financement. » ■ **ANNE-MARI VIROLAINEN, MINISTRE FINLANDAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DU DÉVELOPPEMENT**

JAPON

« L'autonomisation et le leadership des femmes contribueront à la diversification et à la redynamisation des organisations et des sociétés. Je suis convaincu que la relation de coopération qui existe entre le Japon et ONU Femmes continuera à se développer. Je ferai de mon mieux pour favoriser nos relations amicales et stratégiques. » ■ **SHINZŌ ABE, PREMIER MINISTRE DU JAPON**

NORVÈGE

« La Norvège est un soutien et un partenaire fier et solide d'ONU Femmes. Nous apprécions l'approche normative adoptée par ONU Femmes et nous pensons qu'il s'agit là de la clé du succès. Si l'on souhaite installer durablement la paix, les femmes doivent faire partie de la solution. Nous serons heureux de poursuivre notre collaboration avec ONU Femmes dans ce domaine et d'autres, qui sont essentiels pour améliorer la vie de millions de personnes. » ■ **INE ERIKSEN SØREIDE, MINISTRE NORVÉGIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

SUÈDE

« La Suède apprécie le travail important effectué par ONU Femmes pour la mise en œuvre du Programme 2030 et pour la pleine réalisation des droits humains des femmes et des filles. ONU Femmes est un partenaire clé de la promotion de l'égalité des sexes, pour tout le monde, sans laisser personne de côté. La Suède soutient sans réserve la mission d'ONU Femmes, y compris la part qui consiste à responsabiliser le système des Nations Unies sur les questions de l'égalité des sexes, notamment en ce qui concerne le harcèlement sexuel. » ■ **ISABELLA LÖVIN, MINISTRE SUÉDOISE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DU CLIMAT, ET VICE-PREMIÈRE MINISTRE**

ROYAUME-UNI

« Le Royaume-Uni est fier d'être un chef de file mondial pour les droits des femmes et des filles et de lutter pour éliminer les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants et pour prévenir toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris l'exploitation et les abus sexuels. Notre nouvelle Vision stratégique pour l'égalité des sexes invite la communauté internationale à franchir un pas pour accomplir des progrès durables en matière d'égalité des sexes et pour atteindre les objectifs mondiaux. Nous travaillons aux côtés d'ONU Femmes pour transformer la vie des femmes et des filles à travers ses activités de lutte contre la discrimination basée sur le genre et les inégalités sur tous les fronts. » ■ **PENNY MORDAUNT, SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRITANNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET MINISTRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ**

FONDATION BILL & MELINDA GATES

« Les données sexospécifiques ont le pouvoir de rendre visible l'invisible. Avec des données plus complètes et plus précises, nous serons mieux outillés pour identifier les difficultés spécifiquement rencontrées par les filles et les femmes, évaluer les causes et les conséquences et concevoir des politiques et programmes plus efficaces. C'est la raison pour laquelle la Fondation Bill & Melinda Gates s'est engagée à soutenir le programme phare d'ONU Femmes « Making Every Woman and Girl Count » en investissant dans des données sexospécifiques améliorées. » ■ **SARAH HENDRIKS, DIRECTRICE DE L'ÉGALITÉ DES SEXES À LA FONDATION BILL & MELINDA GATES**

PROCTER & GAMBLE

« P&G est fier de travailler avec ONU Femmes et de soutenir des achats sensibles au genre qui renforcent l'inclusion des chaînes d'approvisionnement. Grâce à la formation et à l'accès aux possibilités sur lesquelles reposent leurs entreprises, les femmes entrepreneuses et leurs familles peuvent s'extraire du cycle de la pauvreté, contribuer à la croissance économique et, à terme, créer un monde meilleur. » ■ **CAROLYN TASTAD, DIRECTRICE DÉLÉGUÉE À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET PRÉSIDENTE DU GROUPE P&G POUR L'AMÉRIQUE DU NORD**

ÉTATS FINANCIERS 2017

ONU Femmes remercie l'ensemble de ses donateurs pour leur engagement renouvelé et renforcé à faire de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité mondiale et à soutenir les programmes d'ONU Femmes qui changent la vie des populations dans 90 pays.

En 2017, les revenus d'ONU Femmes tirés des contributions se sont élevés à 369 millions de dollars US, soit ses revenus les plus importants depuis sa création. Ces revenus étaient formés de 146,4 millions de dollars US en ressources régulières (ordinaires) et de 214,2 millions de dollars US en autres ressources (non ordinaires).

Cette tendance à la hausse encourage ONU Femmes qui fait tout son possible pour consolider et entretenir cette dynamique, tout en s'efforçant d'augmenter les ressources ordinaires.

ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de USD)

pour l'exercice terminé au 31 décembre 2017

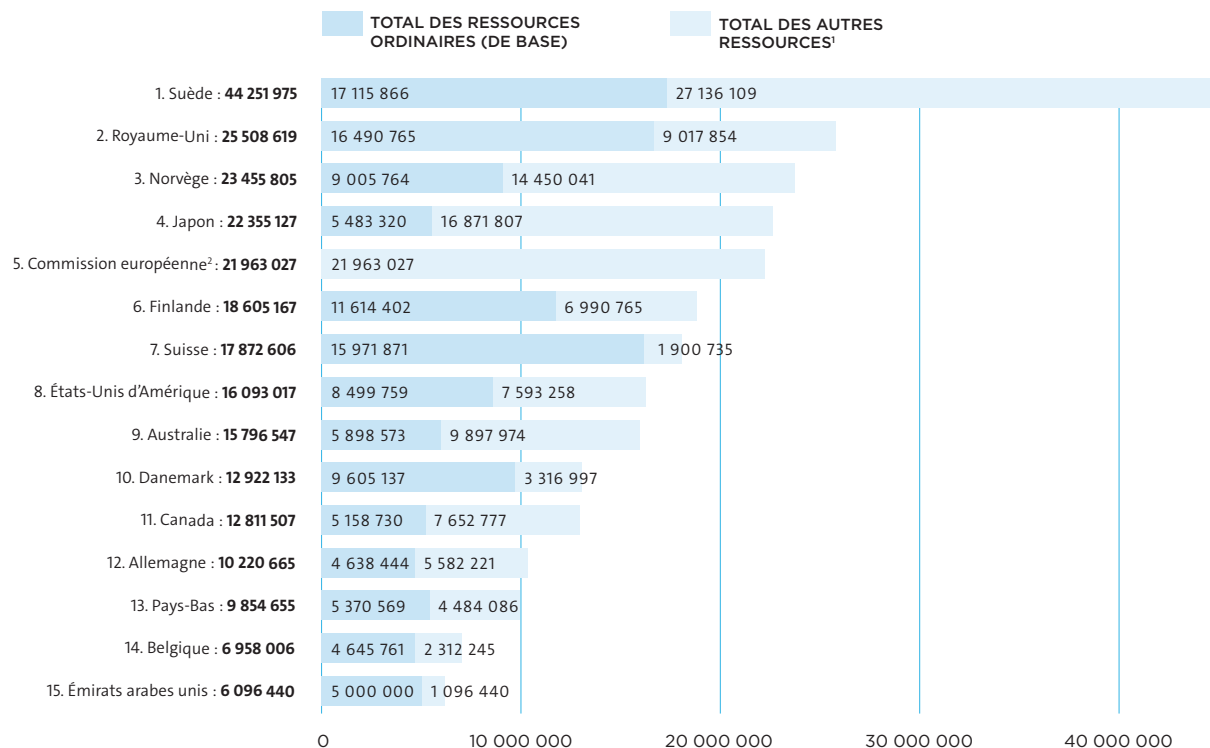
| | TOTAL |
|---|----------------|
| REVENUS | |
| Contributions | |
| Ressources ordinaires | 146 409 |
| Autres ressources | 214 241 |
| Ressources estimées | 8 314 |
| Revenus de placements | 6 655 |
| Autres revenus | 2 044 |
| Revenus : opérations de change | 587 |
| TOTAL DES REVENUS | 378 250 |
| TOTAL DES DÉPENSES | 338 615 |
| EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'EXERCICE | 39 635 |

NOTES:

- Ces états financiers ont été élaborés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans la période des états financiers à laquelle ils se rattachent.
- Les contributions mises en recouvrement sont inscrites à titre de dotation annuelle du budget ordinaire des Nations Unies et sont mises en recouvrement et approuvées pour une période budgétaire de deux ans. Le montant de ces contributions est ensuite réparti de manière proportionnelle entre les deux années.

LES 15 PRINCIPAUX GOUVERNEMENTS DONATEURS

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, en USD



1. Les chiffres pour les autres ressources incluent le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le Fonds pour l'égalité des sexes.

2. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À ONU FEMMES 2017

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

| CONTRIBUTEURS | RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE) | AUTRES RESSOURCES | TOTAL |
|---|---------------------------------|-------------------|------------|
| GOUVERNEMENTS ET ORGANISATIONS MEMBRES | | | |
| Afghanistan | 500 | - | 500 |
| Afrique du Sud | 51 453 | - | 51 453 |
| Allemagne | 4 638 444 | 5 582 221 | 10 220 665 |
| Andorre | 44 563 | - | 44 563 |
| Angola | 10 000 | - | 10 000 |
| Argentine | 30 000 | - | 30 000 |
| Arménie | 2 500 | - | 2 500 |
| Australie | 5 898 573 | 9 897 974 | 15 796 547 |
| Autriche | 266 809 | 818 506 | 1 085 315 |
| Bahamas | 5 000 | - | 5 000 |
| Bangladesh | 13 200 | - | 13 200 |
| Barbade | 217 113 | - | 217 113 |
| Belgique | 4 645 761 | 2 312 245 | 6 958 006 |
| Belize | 1 000 | - | 1 000 |
| Bhoutan | 500 | - | 500 |
| Bolivie (État plurinational de) | 6 000 | - | 6 000 |
| Brsil | - | 199 293 | 199 293 |
| Burundi | 1 000 | - | 1 000 |
| Cambodge | 5 000 | - | 5 000 |
| Canada | 5 158 730 | 7 652 777 | 12 811 507 |
| Chili | 65 000 | 55 000 | 120 000 |
| Chine | 1 863 200 | 222 314 | 2 085 514 |
| Chypre | 2 000 | - | 2 000 |
| Colombie | 1 000 | - | 1 000 |
| Commission européenne ¹ | - | 21 963 027 | 21 963 027 |
| Congo | 10 731 | - | 10 731 |
| Costa Rica | 10 000 | - | 10 000 |
| Côte d'Ivoire | 26 348 | - | 26 348 |
| Danemark | 9 605 137 | 3 316 997 | 12 922 133 |
| El Salvador | 500 | - | 500 |
| Émirats arabes unis | 5 000 000 | 1 096 440 | 6 096 440 |
| Espagne | 533 175 | 1 706 558 | 2 239 733 |
| Estonie | 84 926 | - | 84 926 |
| États-Unis d'Amérique | 8 499 759 | 7 593 258 | 16 093 017 |
| Fidji | 4 775 | - | 4 775 |
| Finlande | 11 614 402 | 6 990 765 | 18 605 167 |
| France | 682 594 | 1 398 829 | 2 081 423 |
| Gambie (la) | 10 000 | - | 10 000 |
| Grenade | 1 000 | 186 933 | 187 933 |
| Guatemala | 2 000 | - | 2 000 |
| Guinée-Bissau | - | 267 448 | 267 448 |
| Guyana | 10 000 | - | 10 000 |
| Honduras | 150 | - | 150 |
| Hongrie | - | 20 000 | 20 000 |
| Îles Salomon (les) | 1 000 | - | 1 000 |
| Inde | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| Irak | 850 | - | 850 |
| Irlande | 1 592 357 | 1 555 825 | 3 148 182 |
| Islande | 1 406 630 | 826 497 | 2 233 127 |
| Israël | 7 000 | 45 000 | 52 000 |
| Italie | 1 180 638 | 3 988 892 | 5 169 530 |
| Jamaïque | 3 603 | - | 3 603 |
| Japon | 5 483 320 | 16 871 807 | 22 355 127 |
| Kazakhstan | 71 132 | 605 363 | 676 495 |
| Koweït | 50 000 | - | 50 000 |
| Lesotho | 500 | - | 500 |
| Liechtenstein | 72 039 | 10 273 | 82 312 |
| Luxembourg | 1 359 833 | 256 137 | 1 615 969 |
| Malaisie | 50 000 | - | 50 000 |
| Malte | 227 | - | 227 |
| Maroc | 20 000 | 239 510 | 259 510 |
| Maurice | 2 500 | - | 2 500 |
| Mexique | 85 014 | 148 526 | 233 539 |
| Micronésie (États fédérés de) | 1 000 | - | 1 000 |
| Moldavie | 5 000 | - | 5 000 |
| Monaco | 21 209 | - | 21 209 |
| Mongolie | 7 000 | - | 7 000 |
| Monténégro | 2 370 | - | 2 370 |
| Mozambique | 5 000 | 60 000 | 65 000 |
| Myanmar | 5 000 | - | 5 000 |
| Namibie | 2 357 | - | 2 357 |
| Nauru | 2 064 | - | 2 064 |
| Nicaragua | 5 000 | - | 5 000 |

| CONTRIBUTEURS | RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE) | AUTRES RESSOURCES | TOTAL |
|--|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| Niger | 100 | - | 100 |
| Nigéria | 81 252 | - | 81 252 |
| Norvège | 9 005 764 | 14 450 041 | 23 455 805 |
| Nouvelle-Zélande | 1 780 500 | - | 1 780 500 |
| Pakistan | 10 000 | - | 10 000 |
| Palestine | 15 000 | - | 15 000 |
| Panama | 15 000 | - | 15 000 |
| Paraguay | 500 | - | 500 |
| Pays-Bas | 5 370 569 | 4 484 086 | 9 854 655 |
| Pérou | 5 159 | - | 5 159 |
| Philippines | 10 000 | - | 10 000 |
| Pologne | - | 49 364 | 49 364 |
| République centrafricaine | 250 | - | 250 |
| République de Corée (la) | 3 985 836 | 960 000 | 4 945 836 |
| République démocratique populaire lao (la) | 1 000 | - | 1 000 |
| République dominicaine | 48 904 | - | 48 904 |
| République populaire démocratique de Corée | 250 | - | 250 |
| République tchèque | 18 257 | - | 18 257 |
| Royaume-Uni | 16 490 765 | 9 017 854 | 25 508 619 |
| Rwanda | 10 000 | - | 10 000 |
| Samoa | 1 000 | - | 1 000 |
| Sénégal | 531 575 | - | 531 575 |
| Serbie | 13 161 | - | 13 161 |
| Seychelles | 1 000 | - | 1 000 |
| Sierra Leone | 12 500 | - | 12 500 |
| Singapour | 50 000 | - | 50 000 |
| Slovaquie | 118 483 | - | 118 483 |
| Slovénie | 11 792 | - | 11 792 |
| Sri Lanka | 5 000 | - | 5 000 |
| Suède | 17 115 866 | 27 136 109 | 44 251 975 |
| Suisse | 15 971 871 | 1 900 735 | 17 872 606 |
| Thaïlande | 20 000 | - | 20 000 |
| Timor-Leste | 64 800 | - | 64 800 |
| Tonga | 5 001 | - | 5 001 |
| Trinité-et-Tobago | 5 000 | 5 000 | 10 000 |
| Turquie | 628 908 | - | 628 908 |
| Uruguay | 6 000 | 17 000 | 23 000 |
| Vanuatu | 200 | - | 200 |
| Viet Nam | 39 778 | - | 39 778 |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS | 142 916 527 | 153 908 603 | 296 825 130 |

SYSTÈME DES NATIONS UNIES

| | | | |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Autres organismes de l'ONU ² | 2 040 | 4 556 683 | 4 558 723 |
| FNUP | - | 682 941 | 682 941 |
| Fonds pour la consolidation de la paix | - | 889 532 | 889 532 |
| MPTFO | - | 25 647 530 | 25 647 530 |
| ONUSIDA | - | 1 900 000 | 1 900 000 |
| PNUD | - | 6 627 674 | 6 627 674 |
| UNICEF | - | 1 507 322 | 1 507 322 |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES | 2 040 | 41 811 683 | 41 813 723 |

COMITÉS NATIONAUX

| | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Allemagne | 19 341 | 95 834 | 115 175 |
| Australie | - | 626 650 | 626 650 |
| Autriche | - | 33 654 | 33 654 |
| États-Unis d'Amérique | 1 878 919 | 78 958 | 1 957 878 |
| Finlande | 230 962 | 24 287 | 255 249 |
| France | 120 670 | 1 039 654 | 1 160 324 |
| Islande | 300 886 | 567 857 | 868 743 |
| Italie | 1 193 | - | 1 193 |
| Japon | - | 23 956 | 23 956 |
| Nouvelle-Zélande | - | 10 000 | 10 000 |
| Royaume-Uni | 14 175 | 1 084 575 | 1 098 750 |
| Singapour | - | 141 202 | 141 202 |
| Suède | 32 241 | 4 964 | 37 205 |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX | 2 598 388 | 3 731 591 | 6 329 979 |

NOTES:

1. La Commission européenne est une organisation gouvernementale membre.
2. Parmi les autres organismes donateurs du système des Nations Unies figurent : le BCAH, le Bureau de lutte contre le terrorisme, la FAO, le FIDA, le HCR, la MINUL, la MINUSTAH, la MONUSCO, l'OIM, l'OIT, ONU-Habitat, l'UNDOCO, l'UNEP, l'UNESCO, l'UNOCHA, l'UNOCI, l'UNOPS, le PAM.

| CONTRIBUTEURS | RESSOURCES ORDINAIRES (DE BASE) | AUTRES RESSOURCES | TOTAL |
|--|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS & AUTRES | | | |
| Adobe Systems Incorporated | - | 30 000 | 30 000 |
| Agence Basque de la coopération au développement, Espagne | - | 142 056 | 142 056 |
| Alcance Servicio de Compania | - | 10 800 | 10 800 |
| AT&T Inc. | - | 450 000 | 450 000 |
| Ayuntamiento Distrito Nacional, République dominicaine | - | 20 811 | 20 811 |
| Banque asiatique de développement | - | 36 000 | 36 000 |
| Banque de développement des Caraïbes | - | 70 000 | 70 000 |
| Beijing Liujiu | - | 98 945 | 98 945 |
| Benetton Group S.A. | - | 200 000 | 200 000 |
| Cannes Lions | - | 30 000 | 30 000 |
| Club de football de Valence | 300 000 | - | 300 000 |
| Corporacion Andina de Fomento | - | 202 700 | 202 700 |
| Cour de justice des Caraïbes | - | 204 740 | 204 740 |
| Facebook Inc. | - | 30 000 | 30 000 |
| Fondation Bill & Melinda Gates | - | 3 000 000 | 3 000 000 |
| Fondation Coca-Cola | - | 335 000 | 335 000 |
| Fondation L'Occitane | - | 117 503 | 117 503 |
| Ford Foundation | - | 1 185 366 | 1 185 366 |
| Foundation to Promote Open Society | - | 1 315 312 | 1 315 312 |
| Gouvernement de Puebla, Mexique | - | 101 769 | 101 769 |
| INEE, Mexique | - | 26 436 | 26 436 |
| Initiative d'intervention rapide au service de la justice | - | 17 617 | 17 617 |
| Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale | - | 39 763 | 39 763 |
| Institut néerlandais pour la démocratie multipartite | - | 12 500 | 12 500 |
| Instituto Avon | - | 117 199 | 117 199 |
| Instituto Estatal de Las Mujeres de Nuevo Leon, Mexique | - | 761 409 | 761 409 |
| Instituto International Education | - | 10 000 | 10 000 |
| Instituto Lojas Renner | - | 45 249 | 45 249 |
| Instituto Nacional de Estadística y Geografía, Mexique | - | 337 293 | 337 293 |
| Interpublic Group (IPG) | - | 150 000 | 150 000 |
| Itaipu Binacional | - | 20 000 | 20 000 |
| Itau Unibanco | - | 9 009 | 9 009 |
| Johnson & Johnson | - | 30 000 | 30 000 |
| LDNY Foundation | - | 9 000 | 9 000 |
| Mairie de Madrid, Espagne | - | 388 292 | 388 292 |
| Mamoun Beheiry Center | - | 352 427 | 352 427 |
| Mars, Incorporated | - | 30 000 | 30 000 |
| McKinsey & Co. | - | 27 000 | 27 000 |
| Mexico Tribunal Electoral | - | 139 263 | 139 263 |
| Municipalité de Guadalajara, Mexique | - | 157 033 | 157 033 |
| NetEase Media Technology (Beijing) Co. Ltd | - | 40 077 | 40 077 |
| Peace Support Fund | - | 160 382 | 160 382 |
| Procter & Gamble | - | 1 200 000 | 1 200 000 |
| Revlon Consumer Products Corporation (Elizabeth Arden) | 300 000 | - | 300 000 |
| SAER-EMPLOI, Mali | - | 125 000 | 125 000 |
| SAP Chine | - | 136 596 | 136 596 |
| SeeMee | - | 3 262 | 3 262 |
| Shiseido | - | 268 865 | 268 865 |
| Smiles Fidelidade S.A. | - | 18 545 | 18 545 |
| Supreme Council for Women, Royaume de Bahrein | - | 50 000 | 50 000 |
| Swedish Civil Contingencies Agency | - | 290 571 | 290 571 |
| Thailand Institute of Justice | - | 58 650 | 58 650 |
| The Foundation for Gender Equality | - | 50 000 | 50 000 |
| The Summit Charitable Foundation Inc. | - | 25 000 | 25 000 |
| The William and Flora Hewlett Foundation | - | 200 000 | 200 000 |
| Tupperware Brands Corporation | - | 145 000 | 145 000 |
| Unilever | - | 1 070 845 | 1 070 845 |
| Union interparlementaire | - | 135 000 | 135 000 |
| Zonta International | - | 500 000 | 500 000 |
| HeforShe (Bouton Faire un don) | 128 706 | - | 128 706 |
| Divers donateurs | 162 986 | 50 703 | 213 689 |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS & AUTRES | 891 692 | 14 788 988 | 15 680 681 |
| TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES 2017 | 146 408 646 | 214 240 865 | 360 649 512 |

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ONU POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES 2017

des gouvernements et autres donateurs (exprimées en USD)

| CONTRIBUTEURS | FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES | FONDS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES |
|--|---|--------------------------------|
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS | | |
| Allemagne | | 795 334 |
| Australie | 1 500 588 | |
| Autriche | 57 972 | |
| États-Unis d'Amérique | 999 000 | |
| Irlande | 296 209 | |
| Israël | 15 000 | |
| Liechtenstein | 10 273 | |
| Norvège | 728 952 | |
| Pays-Bas | 2 173 913 | |
| Royaume-Uni | 5 369 128 | |
| Trinité-et-Tobago | 5 000 | |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES GOUVERNEMENTS | 11 156 034 | 795 334 |

COMITÉS NATIONAUX

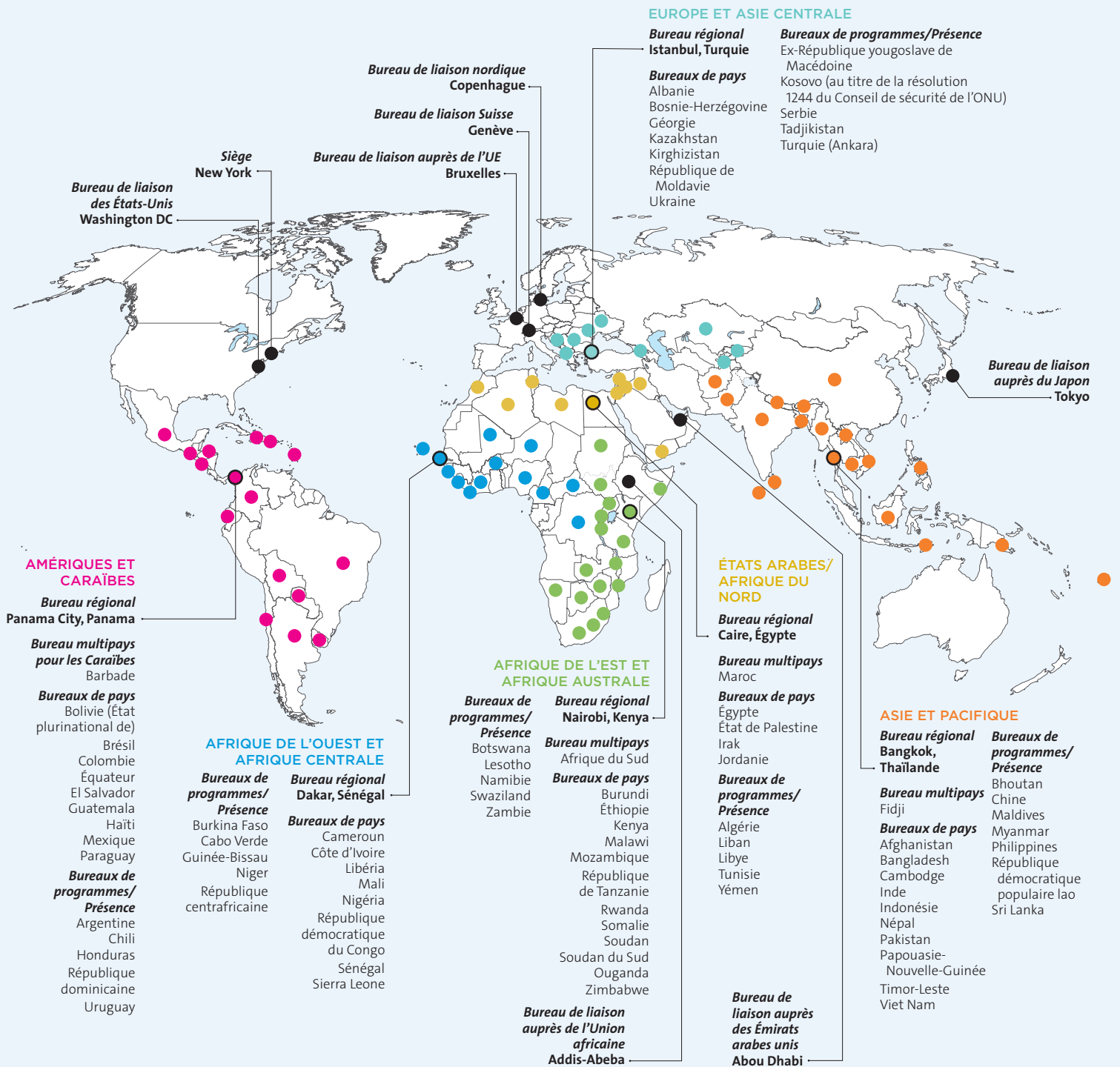
| | | |
|--|----------------|---------------|
| Australie | | 43 339 |
| États-Unis d'Amérique | 35 495 | 8 817 |
| Islande | 206 152 | |
| Japon | 8 916 | |
| Royaume-Uni | 2 536 | 32 216 |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES COMITÉS NATIONAUX | 253 099 | 84 373 |

FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS & AUTRES

| | | |
|--|---------------|----------------|
| Fondation L'Occitane | | 117 503 |
| LDNY Foundation | 9 000 | |
| SeeMee | 3 262 | |
| Tupperware Brands Corporation | | 90 000 |
| Divers donateurs | 16 200 | |
| CONTRIBUTIONS TOTALES DES FONDATIONS, DONATEURS PRIVÉS & AUTRES | 28 463 | 207 503 |

| | | |
|--|-------------------|------------------|
| TOTAL DES CONTRIBUTIONS 2017 AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES | 11 437 595 | 1 087 210 |
|--|-------------------|------------------|

ONU FEMMES DANS LE MONDE



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les dénominations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part des Nations Unies. La ligne en pointillé représente approximativement la ligne de démarcation au Jammu-et-Cachemire convenue par l'Inde et le Pakistan. La situation définitive du Jammu et du Cachemire ne fait pas encore l'objet d'un accord entre les parties. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été fixée.

NOUS CONTACTER

SIÈGE

220 East 42nd Street
New York, NY 10017,
États-Unis d'Amérique
Tél : +1 646-781-4606
Site Web : onufemmes.org

DANS LE MONDE

<http://www.unwomen.org/fr/where-we-are>

COMITÉS NATIONAUX

<http://www.unwomen.org/fr/partnerships/national-committees>

© ONU Femmes 2018. Tous droits réservés

Consultez le rapport en ligne à l'adresse :

<http://annualreport.unwomen.org/fr/2018>

Publié par la section Communications et plaidoyer
d'ONU Femmes

Rédactrice : *Oisika Chakrabarti*

Texte : *Gretchen Luchsinger*

Coordination de la production : *Carlotta Aiello*

Recherche de documents photographiques : *Ryan Brown et Susan Markisz*

Conception : *Melanie Doherty Design*

Impression : *Hoehstetter/RR Donnelley*

PREMIÈRE DE COUVERTURE : *Des milliers de personnes défilent dans la rue sous la bannière « Non Una di Meno » (« Pas une de moins ») lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre 2017 à Rome, en Italie.*

PHOTO : *Simona Granati - Corbis/Corbis via Getty Images*

PHOTOS : P.2 ONU Femmes/Carlos Ngeleka ; P.4 ONU Femmes/Ryan Brown ; P.5 (de haut en bas) ONU Femmes/Ryan Brown, Almat Mukhamedjanov, ONU Femmes/Ouri Pota, ONU Femmes/Ryan Brown, avec la permission de Syar S. Alia ; P.6 ONU Femmes/Ryan Brown et Susan Markisz ; P.9 ONU Femmes/Ryan Brown ; P.10 AP Photo/Ben Curtis ; P.12 IFES ; P.13 ONU Femmes/Assane Gueye ; P.14 ONU Femmes/Ryan Brown ; P.16 ONU Femmes/Arascope ; P.17 ONU Femmes/Deepak Malik ; P.18 AP Photo/Hussein Malla ; P.21 ONU Femmes/Mirjana Nedeva ; P.22 ONU Femmes/Allison Joyce ; P.24 Direction de la Promotion de l'égalité des sexes d'Antigua-et-Barbuda/Nneka Nicholas ; P.25 ONU Femmes ; PP. 26 et 27 ONU Femmes/Ryan Brown ; P.28 ONU Femmes ; P.30 Yesim Arikut-Treece ; P.32 Carolina Corral. Avec la permission de l'Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir ; P.34 Service photographique de l'ONU/Mark Garten ; P.36 Godong/Universal Images Group via Getty Images ; P.37 ONU Femmes/Ryan Brown ; P.38 ONU Femmes/Dzilam Mendez, ONU Femmes/Ryan Brown ; P.39 Comité national finlandais d'ONU Femmes ; PP.40-41 (Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du coin supérieur gauche) ONU Femmes/Martin Jaramillo, ONU Femmes/Andriy Krepkh, ONU Femmes/Deepika Nath, ONU Femmes, ONU Femmes/Younes El Moumine, ONU Femmes/Ryan Brown, ONU Femmes/Derick Nyasulu, ONU Femmes/Anahita Ahmed, ONU Femmes/Nguyen Hoang Gia ; P.43 (Dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du haut) ONU Femmes/Andrey Kovalev, ONU Femmes/Ryan Brown, Zaki Qutteineh.

#IWILLGOOUT
#INTERSECTIONALITY
#BLACKGIRLMAGIC
#IBELIEVEYOU
#WHATFEMINISTSWEA
#FEMINISTFRIDAY
#FEM2



Pour un monde 50-50 en 2030
Franchissons le pas pour l'égalité des sexes

220 East 42nd Street
New York, New York 10017, États-Unis
Tél : 646-781-4400
Fax : 646-781-4444

www.onufemmes.org
www.facebook.com/onufemmes
www.twitter.com/onufemmes
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen
www.instagram.com/unwomen

#TOTHEGIRLS
#ALLMENCAN
#WHYISTAYED
#WEAREINDIGENOUS